

LA DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE

D. ZASLAVSKI



Affiche soviétique de 1931 : « La “liberté” de la presse bourgeoise ».

Sommaire :

- I — L'État soviétique n'est ni une utopie, ni une expérience, ni une énigme (p. 2)
- II — Le pouvoir du peuple (p. 10)
- III — Les partis et la démocratie (p. 13)
- IV — Les élections (p. 17)
- V — La presse (p. 23)
- VI — L'ignorance à la remorque de la calomnie (p. 30)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de l'ouvrage traduit du russe par J. Hepner et publié en 1946 aux Editions Sociales, Paris.

WWW.MARXISME.FR

I — L'ÉTAT SOVIÉTIQUE N'EST NI UNE UTOPIE, NI UNE EXPÉRIENCE, NI UNE ÉNIGME.

L'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a vingt-neuf ans. Elle naquit dans une période orageuse de la première guerre mondiale. Ce ne sont point de bonnes fées, mais les ogresses des pays étrangers qui se penchèrent sur son berceau. Elles prédirent à la jeune République une mort rapide ; elles ne se bornèrent pas à la prédire, elles essayèrent d'étouffer l'enfant dans son berceau. Elles n'y réussirent point.

L'Union Soviétique fut le premier Etat socialiste soviétique. Cet Etat créa une nouvelle économie et une nouvelle forme de gouvernement, à savoir les Soviets. Ce fut tellement inattendu pour la doctrine bourgeoise qu'elle déclara un pareil régime social et administratif impossible.

On raconte d'une petite vieille que lorsqu'elle vit pour la première fois une girafe elle s'écria : « Ce n'est pas possible ! ». Ainsi s'exclamaient de nombreux savants — les petites vieilles de 1918. Et pour cette raison, ils prédisaient à l'Etat soviétique une fin inévitable et rapide.

Pourquoi certains représentants de la bourgeoisie étaient-ils tellement certains que l'Etat socialiste soviétique n'était pas viable ? Cette certitude découlait de toute leur mentalité. La propriété privée des moyens de production, affirmaient-ils, est la base éternelle et primordiale de toute société ; il y a toujours eu et il y aura toujours dans une société des riches et des pauvres. Cela serait consacré par les lois naturelles de l'histoire. Sans cela, l'humanité ne saurait exister et se développer. La société sans la propriété privée serait vouée à sa perte, car dans une telle société personne ne voudrait travailler, tout le monde deviendrait paresseux et ce serait la fin de la civilisation. Les savants bourgeois faisaient ressortir que les théories socialistes existaient depuis longtemps, mais que, jamais, on n'avait réussi à en faire l'application, que toutes les tentatives d'appliquer le socialisme avaient toujours échoué. Cela ne pouvait qu'échouer aussi en Russie.

Si les savants de la bourgeoisie prédisaient la fin rapide de la Russie socialiste, parce qu'elle était en contradiction avec leurs théories, les gouvernements bourgeois faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour amener la perte de la Russie socialiste et soviétique, parce qu'elle était en contradiction avec leur pratique.

La naissance de l'Etat soviétique fut accueillie avec sympathie par les travailleurs de tous les pays, et par la résistance acharnée de tous les gouvernements bourgeois. On sait que la Russie soviétique fut obligée de défendre son existence les armes à la main. Pendant plus de trois ans, la Russie fut en proie à la guerre civile et à l'intervention armée de l'étranger et, en Extrême-Orient, l'intervention japonaise dura plus de quatre ans.

Mais les gouvernements bourgeois ont fini par se convaincre qu'il n'était pas possible d'imposer aux Russes par la force un régime dont ils ne voulaient pas. L'intervention se termina par la victoire complète du jeune pouvoir soviétique.

Aucun Etat bourgeois ne put donc venir à bout du pays soviétique qui résista aux innombrables complots, aux « blocs occidentaux », aux « cordons sanitaires » et aux « croisades ».

Lorsque l'Etat soviétique arriva à sa vingtième année et fit preuve d'une vigueur considérable on ne put plus soutenir qu'il était « impossible » et qu'il périrait bientôt comme non viable. Force fut de reconnaître qu'un Etat socialiste pouvait exister et même progresser. Peu à peu, les gouvernements bourgeois durent reconnaître le gouvernement des Soviets et entrer avec lui en rapports diplomatiques et économiques. Ils ne l'auraient certainement pas fait si l'Union Soviétique avait été un Etat faible, une quantité négligeable. Les gouvernements bourgeois furent contraints de reconnaître l'Union Soviétique et de conclure des traités avec elle, parce qu'elle se révéla un Etat fort tant au point de vue militaire et économique que politique et culturel.

La doctrine bourgeoise se mit alors à le qualifier d'« expérience ».

Toute expérience doit un jour prendre fin. C'est le propre d'une expérience. Celle-ci fait ses preuves dans la pratique. C'est la vie qui se charge de vérifier une expérience. Ce qui est erroné, faux à la base ne donne pas de résultat.

Mais ce qui est vrai, vigoureux, plein de sève vitale résiste à l'expérimentation. Celle-ci ayant abouti, l'expérience arrive à son terme. Elle devient une vérité, éprouvée par l'essai auquel elle avait été soumise. On ne saurait plus la qualifier d'« expérience ».

Il ne saurait y avoir de laboratoires où les Etats comme des métaux puissent être soumis à des épreuves artificielles de compressibilité, de cohésion et d'élasticité. Il n'existe pas de procédé de laboratoire pour décomposer l'Etat, en vue d'en éprouver la solidité. La vie possède cependant un moyen d'expérimentation fort efficace, quoique bien cruel. Ce moyen c'est la guerre. Une guerre met à l'épreuve la vie nationale et sociale d'un pays sous toutes ses faces ; elle est un examen de sa force militaire de son état économique et de ses transports. Elle vérifie la force morale et politique d'un peuple, son patriotisme, ses rapports avec son gouvernement. Plus vaste est la guerre, plus elle est acharnée, plus le contrôle est décisif. La guerre est une expérience de l'histoire en marche.

Nous savons que les gouvernements les plus puissants ne purent résister à la première guerre mondiale. Le régime tsariste s'écroula. L'économie arriérée de la Russie tsariste ne put faire face à une guerre de longue durée et le peuple russe opprimé par les fonctionnaires, propriétaires terriens et capitalistes du tsar refusa de lutter pour l'autocratie criminelle tsariste et cessa le combat.

De même, s'écroula l'Empire allemand du kaiser Guillaume. Quatre ans de guerre vinrent à bout de l'économie capitaliste allemande. La désorganisation économique du pays ébranla les forces armées allemandes sur les fronts de combat.

Cependant l'Etat russe continua à exister après la première guerre mondiale, d'abord sous forme de Russie soviétique et ensuite sous celle d'Union Soviétique.

Quant à l'Etat allemand, il se transforma provisoirement, après la première guerre mondiale, en une République bourgeoise qui se révéla faible et fut abolie par les fascistes.

La monarchie austro-hongroise qui fut un des plus anciens et plus puissants Etats de l'Europe est l'exemple d'un pays qui ne put survivre à la première guerre mondiale et qui s'écroula définitivement et à jamais, démontrant ainsi qu'il n'était pas viable. La faillite de l'Autriche-Hongrie est particulièrement significative. C'était un Etat multinational. Il réunissait dans ses frontières les Allemands, les Hongrois, les Polonais, les Tchèques, les Slovaques, les Ukrainiens, les Roumains, les Italiens, les Sorbes et les Croates. La direction de cet Etat bigarré appartenait aux Allemands et les savants allemands se vantaient d'avoir organisé une « cohabitation » des peuples. Mais c'était une « cohabitation » forcée, basée sur l'oppression nationale et sur la soumission des peuples non-allemands.

La première guerre mondiale fut l'épreuve décisive de la cohésion de l'Autriche-Hongrie. On sait que ni l'armée, ni l'économie ne purent y résister. De même, ne sût y résister le système d'Etat dont l'inégalité nationale était la quintessence. L'épreuve de la guerre décomposa l'Autriche-Hongrie en ses fragments nationaux. Les peuples allèrent chacun de son côté, chacun formant son Etat national. L'Etat austro-hongrois descendit dans la tombe comme un Etat d'oppression et de discordes nationales.

Certains des nouveaux Etats surgis après le Traité de Versailles firent preuve de manque de stabilité et de solidité. Ils s'octroyèrent des Constitutions démocratiques du dernier modèle, des Parlements, des suffrages universels et des programmes de vastes réformes sociales. Cependant, des discordes intestines firent bientôt leur apparition dans ces nouveaux pays, où des coups d'Etat amenèrent l'abandon des Constitutions démocratiques et l'établissement des régimes les plus antidémocratiques et même les plus réactionnaires. Telle est, par exemple, l'histoire de la jeune République polonaise, ainsi que d'autres pays comme la Yougoslavie, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie.

De tous les Etats créés après la première guerre mondiale, seule l'Union Soviétique fit preuve de stabilité et de solidité. Le pays soviétique ne connut point de crises, pas plus économiques que politiques. Les rênes du pouvoir demeurèrent toujours entre les mains du Parti communiste, entre les mains des bolcheviks. Des réformes de la plus haute importance et d'un retentissement mondial et historique furent introduites. Toute l'industrie fut nationalisée. Les célèbres plans quinquennaux successifs créèrent une puissante industrie. Toute l'agriculture fut organisée sur la base coopérative dans les kolkhoz et, partiellement, sur la base de l'économie d'Etat dans les sovkhoz.

La deuxième guerre mondiale fut pour les Etats du monde entier une épreuve encore plus sérieuse, un examen encore plus serré que la première. Celle-ci ne menaçait pas l'existence et l'indépendance des grandes puissances, tandis que le fascisme allemand se posait carrément comme but l'anéantissement de l'indépendance de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique sans parler d'autres Etats, plus faibles, sans parler aussi de l'U.R.S.S. qui était en butte à la haine la plus farouche de l'Allemagne fasciste.

Cette épreuve se termina. L'Allemagne perdit la guerre. Elle ne put résister à cette dure épreuve. Non seulement son économie, mais tout son système ne put y faire face. Le fascisme révéla toute son inconsistance. Non seulement il ne réussit pas à mettre à profit les forces immenses de l'Allemagne, son industrie, sa marine, ses armées aériennes — les plus fortes en Europe — mais il ne put tirer avantage des formidables ressources pillées dans l'Europe occupée. Les hitlériens avaient eu à leur disposition toute l'industrie de la France, de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche, de la Pologne, de la Norvège, de la Belgique, de la Hollande, du Danemark. L'Allemagne hitlérienne conquiert les régions les plus riches de l'Union Soviétique, elle eut le charbon du bassin du Donetz et le fer de Krivoï-Rog. Elle put disposer de l'industrie et de l'agriculture de l'Italie, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Finlande, de l'Espagne, du Portugal et de la Suède... En un mot, jamais l'histoire du monde ne connut un complexe aussi gigantesque de ressources industrielles, agricoles et de matières premières. Et tout cela ne put sauver l'Allemagne fasciste.

La France, non plus, ne put résister à l'épreuve. Ce n'est pas que l'armée française fut défaite par l'armée allemande. Mais le fait est que la France — devenue l'outil des milieux les plus réactionnaires et l'apanage des fameuses « deux cents familles » de banquiers, d'industriels et de terriens — fut affaiblie à l'intérieur et ne put opposer à l'ennemi la résistance nécessaire. Mais c'est la réaction française, et non point le peuple de France, qui fut vaincue.

De même, la Belgique et la Hollande, le Danemark et la Norvège ne purent opposer une grande résistance. Leurs gouvernements firent preuve d'une faiblesse mortelle. Cela donna à l'Allemagne une victoire facile et constitua une menace pour l'indépendance de l'Angleterre. Le peuple polonais essaya de résister aux Allemands, mais le gouvernement fasciste de Pologne s'écroula d'un seul coup, révélant la décomposition de ses bases sociales et politiques. Les systèmes politiques de Grèce et de Yougoslavie connurent le même sort.

L'Angleterre sut faire face au terrible danger. Mais elle fit apparaître son impréparation à une guerre mondiale d'une si gigantesque étendue. Le peuple anglais se leva comme un seul homme. Il opposa une héroïque résistance.

Les Etats-Unis révélèrent eux aussi leur impréparation. La catastrophe de Pearl-Harbour fut le résultat de leur insouciance en présence du travail de sape des fascistes allemands et japonais. Pendant de longues années, les milieux réactionnaires des Etats-Unis dirigèrent la politique extérieure de leur pays non pas contre l'Allemagne hitlérienne et l'agresseur japonais, mais contre l'Union Soviétique.

Ce fut l'Union Soviétique qui reçut le coup le plus redoutable du bélier hitléro-fasciste. L'Armée Rouge vit foncer sur elle toutes les divisions d'élite hitlériennes, en même temps que les armées italiennes, roumaines, finlandaises et hongroises. Hitler jeta le gros de ses armées contre l'Union Soviétique, ne laissant provisoirement en Europe qu'une faible flanc-garde contre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Staline avait raison lorsqu'il disait pendant la guerre :

Je pense qu'aucun autre pays, aucune autre armée n'aurait pu résister à un pareil assaut des furieux bandits germano-fascistes et de leurs alliés. Seuls notre pays soviétique et notre Armée Rouge pouvaient supporter un pareil assaut. Et non seulement le supporter, mais le briser.

Hitler était persuadé qu'il conquerrait le pays soviétique en deux ou trois mois. Et qu'en pensaient les observateurs militaires les plus autorisés des autres pays, de l'Angleterre, des Etats-Unis ? Ils prédisaient aussi que l'Union Soviétique allait subir une défaite dans une lutte inégale. Ils ne variaient que quant aux délais. Certains parlaient de mois, d'autres d'années. Mais ils s'accordaient sur un point : l'Union Soviétique étant plus faible que l'Allemagne hitlérienne, la victoire finale serait amenée par les forces des Etats-Unis et de l'Angleterre. Car tous ces observateurs, imprégnés à fond de conceptions

bourgeoises, considéraient l'Union Soviétique comme une « expérience ». Ils ne pouvaient admettre que l'Etat socialiste soviétique se révélerait le plus fort dans une guerre qui avait amené la défaite de l'armée française.

Que démontra l'épreuve de la guerre ? Le résultat est là devant le monde entier, devant toute l'humanité. On ne peut que s'incliner devant l'évidence.

Les faits irréfutables démontrent que l'Union Soviétique put, non seulement contenir par ses propres moyens et avant l'arrivée de l'aide de l'Occident, les armées hitlériennes qui envahirent le territoire de l'Union, mais lui infliger, pour la première fois, des coups puissants qui — en définitive — lui furent mortels. Dans cette lutte acharnée, seule à seule, l'Union Soviétique se révéla plus forte que l'Allemagne hitlérienne aidée par l'industrie de toute l'Europe.

C'est le peuple soviétique, l'Etat soviétique qui jouèrent le rôle primordial et essentiel dans la défaite de l'Allemagne hitlérienne. L'Etat soviétique — le même Etat qui naquit pendant la première guerre mondiale — sortit victorieux de la guerre. A la tête de l'Etat soviétique se trouvent les mêmes grands hommes qui créèrent cet Etat, les disciples du génial Lénine. Staline, avec Lénine, bâtit l'Etat soviétique et c'est sur la voie tracée par Lénine qu'il guida le peuple soviétique. L'Etat soviétique ne connut pendant la guerre aucune crise de gouvernement. Bien au contraire, jamais le patriotisme soviétique n'atteignit une telle vigueur, jamais son unité ne fut aussi solide, jamais la flamme de son dévouement au pays natal, à son gouvernement, à Staline, ne brilla avec plus d'ardeur.

L'Armée Rouge apparut comme l'armée la plus forte. L'industrie soviétique démontra toute sa puissance. L'agriculture soviétique, basée sur la collectivisation, nourrit pendant toute la durée de la guerre l'Armée Rouge et le peuple soviétique.

Ainsi l'Union soviétique non seulement fit échouer les visées de rapine de l'Allemagne hitlérienne, mais infligea aussi un démenti aux calculs de certains observateurs militaires de l'Angleterre, des Etats-Unis et des milieux réactionnaires de ces pays. Une fois à l'œuvre, l'Union Soviétique se révéla non pas un allié faible, mais un allié fort. L'Armée Rouge libéra des Allemands les peuples de l'Europe orientale — les Polonais, les Yougoslaves, les Tchèques et les Slovaques. L'Armée Rouge contribua à la libération de la France, de la Belgique, de la Hollande, de la Norvège et du Danemark.

Une autre prophétie fit également faillite. Certains prévoyaient que l'Union Soviétique sortirait de la guerre exténuée à l'extrême, complètement affaiblie, presque exsangue et qu'elle serait de ce fait incapable de prendre une part active dans les affaires européennes d'après-guerre. Ils croyaient que l'Union Soviétique rétrograderait, du fait de la guerre, au rang d'une puissance de second — sinon de troisième — ordre.

En réalité, l'Union Soviétique sortit de la guerre plus forte qu'elle l'était avant. L'économie nationale de l'Union Soviétique se développa pendant la guerre et devint plus vigoureuse. Qui, à l'heure actuelle, pourrait contester à l'Union Soviétique le droit à la place qu'elle occupe parmi les puissances principales du monde et son rôle comme l'un des Trois Grands ?

Tout cela signifie que l'Etat soviétique a fait face avec honneur aux épreuves les plus redoutables de la guerre. Il a soutenu magnifiquement l'examen de l'histoire, beaucoup mieux que certains autres pays qui ressemblent aujourd'hui aux navires secoués par une forte tempête.

Il est non seulement ridicule, mais même stupide de parler à l'heure actuelle d'expérience. Le premier Etat socialiste du monde s'est affirmé comme un des plus puissants Etats mondiaux que l'histoire ait jamais connus. Les faits irréfutables, la vie elle-même, ont achevé de démontrer la viabilité du régime social et administratif soviétique. L'économie socialiste et le système d'Etat soviétique sauvèrent l'Union Soviétique de la perte et de l'asservissement. L'Union Soviétique sauva de la peste fasciste les peuples de l'Europe, les peuples du monde entier.

Que signifie le mot « énigme » dans la bouche des savants, des politiciens, des publicistes ? Il signifie : nous ne savons pas. Pourquoi ne savez-vous pas ? Ils répondent : parce que nous ne pouvons pas savoir. Pourquoi ne le pouvez-vous pas ? Réponse : nous n'avons pas assez d'éléments d'appréciation.

L'Union Soviétique existe depuis près de trente ans. Depuis plus de vingt ans, y sont accrédités des représentants diplomatiques de tous les grands pays — des ambassadeurs, des ministres

plénipotentiaires, des attachés. Elle a été visitée par des centaines de correspondants des grands journaux anglais, américains, français. Les livres consacrés à l'Union Soviétique pourraient former une bibliothèque de plusieurs milliers de volumes. Aucun pays ne fut — semble-t-il — visité par autant « d'explorateurs » que le pays soviétique. Il fut — et continue d'être — parcouru tant par des délégations que par des visiteurs isolés. Et combien a-t-on vu dans l'Union Soviétique d'ingénieurs et de techniciens étrangers, à même non seulement d'observer la vie soviétique, mais d'y prendre une part active ! Il suffit de rappeler le fameux ingénieur américain Cooper et ses collaborateurs qui participèrent en qualité de conseillers à l'édification du gigantesque barrage et de la centrale électrique du Dniepr.

Et, mieux que cela, l'Union Soviétique dissimulait-elle à l'étranger l'aménagement de la vie nouvelle qui transforma le pays et devint la source de sa puissance ? Pas le moins du monde, et jamais. Bien au contraire, les fameux plans quinquennaux étaient connus des étrangers en même temps que des peuples soviétiques. Du premier plan quinquennal, les économistes bourgeois dirent : il est impossible. Il fut cependant réalisé. Lorsque l'on entreprit le deuxième, sa réalisation leur parut douteuse. Pourtant il réussit. Lorsque vint le troisième plan quinquennal on n'en dit plus rien, mais on en parla comme d'une « énigme ». Son application se poursuivit avec succès avant la guerre. Mais même pendant la guerre, l'équipement industriel du pays ne fut pas interrompu.

L'Union Soviétique voit paraître une multitude de livres contenant des données statistiques et de la documentation sur le développement industriel, les progrès des kolkhoz, les bilans de la production annuelle, le rendement agricole. La presse quotidienne abonde en indications détaillées sur la vie du pays. Le collectivisme qui y est appliqué signifie que les plans de nouvelles entreprises, les nouvelles méthodes de travail sont examinés et discutés non pas dans le bureau d'un entrepreneur, mais dans les réunions publiques où la presse a accès. Les inventions des stakhanovistes deviennent l'apanage du peuple entier. Nous ignorons les « secrets de production », sous la forme où ils existent dans l'industrie capitaliste, où le propriétaire d'une entreprise est aussi le propriétaire du secret.

Le régime soviétique est démocratique sous tous ses aspects, y compris son aspect économique. Dans aucun pays du monde, l'observation de la vie n'est aussi libre que dans le pays soviétique. Cela découle de la quintessence même de l'économie socialiste. On sait que l'émulation socialiste est le facteur principal d'accroissement de la productivité du travail dans le pays soviétique. L'émulation socialiste fait pénétrer des centaines de milliers, des millions d'ouvriers, de contremaîtres, d'ingénieurs et d'employés dans la vie sociale du pays. Il est indispensable qu'ils sachent ce qui se passe dans l'entreprise en « état d'émulation » ; les résultats sont discutés dans les réunions publiques où l'on arrête les bilans mensuels des réalisations individuelles. Il en est de même, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture.

Tous les ans, a lieu l'attribution des prix Staline pour les réalisations les plus remarquables dans les domaines de la science, de la technique, de la littérature, de l'art. Tout le peuple soviétique est ainsi mis au courant des travaux des instituts, des laboratoires, des bureaux et des studios. Tout cela obtient la plus large publicité, tous les noms sont connus. Seuls, les travaux qui sont en rapport direct avec la défense nationale constituent une exception : les secrets militaires sont gardés dans le pays soviétique comme dans n'importe quel autre pays.

Comment, dans ces conditions, peut-on parler d'« énigme » ? Pas un pays ne fournit de données aussi abondantes en vue de son appréciation que l'Union Soviétique. Il semble comique d'entendre parler en Angleterre ou en Amérique d'expéditions scientifiques à envoyer dans l'Union Soviétique pour en étudier les conditions de vie. En notre âge de statistique, de presse périodique et de publications scientifiques, de pareilles expéditions constitueraient un moyen d'investigation archaïque. Les citoyens soviétiques sont parfaitement au courant de la vie économique, sociale et culturelle des pays voisins, qu'ils soient en Europe, en Asie ou au delà des mers et des océans, sans qu'il soit nécessaire de « découvrir de nouveau l'Amérique ». Le temps de Christophe Colomb est révolu. Il est grotesque de se rendre dans le pays soviétique comme dans une terre inconnue. Notre pays peut-il respecter et prendre au sérieux une science qui, ayant à sa disposition une aussi riche documentation, essaie vainement depuis près de trente ans de résoudre l'« énigme » ?

Un nouveau système socialiste de rapports économiques, sociaux et politiques fait désormais partie de l'histoire de l'humanité ; ce système démontra qu'il était viable et qu'il pouvait soutenir la comparaison — fort à son avantage — avec le vieux système capitaliste...

Qu'y a-t-il là d' « énigmatique » ? Mais tel est le sort des courants nouveaux dans l'histoire. La vieille société féodale ne voulut pas non plus reconnaître la société capitaliste et bourgeoise. La démocratie du peuple français au XVIII^e siècle était également une « énigme » pour le roi et la noblesse. Ils ne *pouvaient* pas comprendre cette énigme, car ils ne *voulaient* point la comprendre. Et ils ne le voulaient pas parce qu'ils *craignaient* de comprendre. La politique des Louis avant la grande Révolution bourgeoise en France était une politique d'autruche qui cache sa tête sous son aile.

Durant les années écoulées, les différents aspects du nouveau système économique apparurent aux observateurs étrangers comme autant d'énigmes. Tantôt, c'était l'industrie socialiste qui, sans qu'on sût pourquoi, ne faisait que croître et s'affirmer, défiant toutes les lois de la théorie économique bourgeoise. Tantôt, c'était l'agriculture qui prenait son essor sur la nouvelle base collective en dépit des théories bourgeoises du caractère immuable et tout-puissant de la propriété privée en général et de la propriété agricole en particulier. Tantôt, c'était le monopole du commerce extérieur appliqué pour la première fois au pays soviétique, alors que, d'après la science économique bourgeoise, c'était une impossibilité. Et ainsi de suite...

Les derniers temps, on entend les étrangers s'interroger beaucoup au sujet du système d'administration soviétique, au sujet des Soviets. On se demande ce qu'il représente. On dit que ce n'est pas de la démocratie. On ne se contente pas de le dire, mais on le crie. On ne fait pas que le crier, on le hurle. C'est surtout cette partie de la presse opposée à toute démocratie qui s'y évertue particulièrement. Elle devrait, semble-t-il, se réjouir que, de son point de vue, le pays soviétique ne constitue pas une démocratie. Mais cette presse, qui est représentée en Amérique par Hearst et C^{ie} et en Angleterre par les conservateurs les plus réactionnaires, est la plus effrénée à accuser le pays soviétique qui, voyez-vous, n'est pas une démocratie et auquel il faudrait interdire l'accès au sein des puissances démocratiques.

L'initiative et le rôle des soli dans cette cacophonie sauvage sont exercés par la presse réactionnaire et notoirement antidémocratique. Certaines voix de la presse libérale et même « socialiste » s'y joignent également. Elles aussi expriment leur mécontentement du système soviétique. Elles se demandent si c'est de la démocratie.

Mais si ce n'est pas une démocratie, qu'est-ce ?

Une aristocratie ? Evidemment non.

Une ploutocratie ? Non plus.

Mais quel est alors cet Etat qui existe depuis près de trente ans et est devenu une des plus grandes puissances du monde ?

On ne le sait pas — c'est une énigme.

Encore une énigme ! Enigme de nouveau ! Toujours l'énigme !

Mais si la science du vieux monde n'est pas à même de trouver la solution de l'énigme, n'est-ce pas parce que cette science a fait faillite, qu'elle est impuissante, qu'elle aboutit à une impasse ?

Non, un doute pareil n'effleurera jamais les tenants de la vieille science et du journalisme traditionnel. Ils sont infailibles, ces officiants de la pensée bourgeoise, ces pontifes de la divinité mythique qui, ne pouvant se décider à avouer leur propre faillite, concluent à la faillite de la démocratie soviétique. Solution facile et agréable. Mais combien peu convaincante !

L'intérêt que les millions d'hommes des masses populaires portaient au peuple soviétique, à son régime économique, à son Armée Rouge, sa science, sa culture et sa jeunesse avait toujours été très puissant ; et il n'a fait que croître après le brillant triomphe du peuple soviétique dans la deuxième guerre mondiale. Peut-on satisfaire cet intérêt par un vain bavardage où il est question d' « énigmes » ? N'est-il pas clair que ce bavardage dissimule la peur, que les gens craignent de regarder la vérité en face et préfèrent calomnier en espérant qu'il en restera quelque chose ?

Mais que reste-t-il des calomnies que Goebbels répandit durant des années avec une telle habileté ? Et que reste-t-il de Goebbels lui-même ?

Il n'existe aucune énigme dans la démocratie soviétique, comme il n'y en a point dans l'industrie ou dans l'agriculture des Soviétiques. Il est exact par contre qu'il y a quelque chose de neuf dans la démocratie soviétique.

L'histoire ne connut guère de pareille démocratie avant la naissance de l'Etat soviétique. Mieux que cela. C'est justement à la naissance de la démocratie soviétique qu'apparurent tous les défauts, toutes les tares de la vieille démocratie bourgeoise. Le vieux monde se vit dans le miroir du nouveau inonde soviétique. On connaît le conte de la méchante reine qui, apercevant son image dans le miroir magique, voulut le briser. Nombreux sont ceux qui voudraient briser l'Etat soviétique. Ce n'est pas l'envie ou le fiel qui leur fait défaut. Mais leurs bras sont trop faibles...

A la question de savoir ce qu'est une démocratie, quels pays sont démocratiques et lesquels antidémocratiques, la deuxième guerre mondiale apporta une réponse directe, fort claire et non équivoque. C'est précisément parce qu'une réponse directe existe que les publicistes antisoviétiques s'y dérobent. Ils préfèrent les voies détournées et obliques.

Il est incontestable, universellement reconnu et établi que la deuxième guerre mondiale fut une guerre des peuples démocratiques, épris de liberté contre le fascisme. Si avant la guerre certains savants pouvaient couper les cheveux en quatre, créer la confusion, embrouiller les notions les plus claires et répartir d'une façon arbitraire et antiscientifique les peuples en différentes catégories, la guerre mit fin à tous les malentendus et rendit impossible tous les tours de passe-passe. L'enjeu était trop important pour permettre à quelqu'un de brouiller les cartes. Il s'agissait de la liberté et de l'indépendance des Etats démocratiques, de l'existence même de la démocratie.

L'Allemagne fasciste se posa comme but essentiel et primordial l'anéantissement de la démocratie dans le monde entier. Elle rejoignit dans ce dessein l'Italie fasciste, la Roumanie fasciste et la Hongrie fasciste. C'est la haine de la démocratie qui devint le trait d'union du groupement d'Etats fascistes. Hitler de même que Mussolini se posèrent comme tâche de leur politique intérieure et extérieure la liquidation de la démocratie dans toutes ses manifestations, de la démocratie surgie des grands mouvements de la libération et des révolutions du XVIII^e siècle. Le fascisme constituait la négation de la souveraineté des peuples, de leur indépendance et de leur liberté, de l'égalité des citoyens, des libertés civiques, de la culture démocratique, de la philosophie, de la science — de tout ce qui était le produit de l'évolution historique de l'Europe et de l'Amérique durant les deux derniers siècles. Le fascisme niait la théorie et la pratique du parlementarisme. L'Italie de Mussolini, comme l'Allemagne d'Hitler, étaient des Etats corporatifs et féodaux ressuscités du moyen âge. Le trait principal de la théorie et de la pratique du fascisme était sa doctrine cannibale des races. La glorification insensée de la race allemande, « appelée » à la domination mondiale et l'attitude méprisante et hautaine à l'égard de toutes les autres races et de tous les autres peuples était le point de départ des plans d'agression, de la mystique de la guerre, proclamée « loi naturelle », des projets de conquête et d'asservissement de l'Europe et du monde entier et des plans d'extermination de peuples entiers, en premier lieu des peuples slaves.

Le danger cimentait l'union contre le fascisme de tous les Etats pratiquant les diverses formes de démocratie. La guerre établit une ligne de démarcation absolument nette entre les deux camps. Ce qui était d'un côté de cette ligne appartenait à la démocratie. Tout ce qui était de l'autre aux ennemis de la démocratie, au fascisme. Il apparut clairement que la coexistence de ces deux systèmes était impossible. Il devint tout aussi clair qu'il ne saurait y avoir de formes intermédiaires ou transitoires. Démocratie ou fascisme, tel était le problème de vie ou de mort posé par l'histoire.

L'attitude intransigeante à l'égard du fascisme était pendant la guerre le critérium du dévouement à la démocratie. Il y avait dans le camp de la démocratie des défenseurs forts ou faibles, sûrs ou hésitants. Toute manifestation de condescendance à l'encontre du fascisme était considérée comme une trahison de la démocratie. C'était juste. Cela continue à être juste encore maintenant, car si le fascisme est battu, il n'est pas encore anéanti.

On pouvait observer pendant la guerre des « hésitations », même parmi les partisans de la démocratie. Elles se manifestaient chez les démocrates douteux ou franchement suspects. Toute manifestation de cette nature indiquait la présence dans le camp de la démocratie unie des nids fascistes camouflés. Mais la force leur manquait pour compromettre la cause commune.

Dans le camp de la démocratie, l'Union Soviétique avait une place prépondérante. La participation de l'Union Soviétique garantissait la victoire certaine dans le plus bref délai possible.

Les documents les plus importants dont la connaissance s'impose à chaque publiciste ou savant en témoignent. La signature de l'Union Soviétique figure au bas de la Charte de l'Atlantique, de la déclaration des trois grandes puissances et des décisions des conférences qui eurent pour tâche d'affirmer les principes démocratiques dans le monde entier.

Mais ce ne sont évidemment pas les documents qui comptent le plus. Ce qui importe davantage, ce sont les actes historiques que ces documents reflètent et qui en font la valeur. Ces actes sont les sacrifices sans exemple de la démocratie soviétique consentis pour le salut de la culture mondiale et de la démocratie internationale. Dans le total des forces qui donnèrent la victoire à la juste cause, l'Armée Rouge constitue un facteur de première grandeur. C'est dans le pays soviétique que les coups les plus vigoureux, les plus décisifs furent assésés aux fascistes. L'hitlérisme quitta le pays soviétique touché à mort, perdant le sang et en y laissant le gros de ses forces. La défaite des Allemands sous Stalingrad fut le tournant décisif dans l'histoire de la guerre mondiale. L'Armée Rouge acquit la victoire grâce au soutien unanime de tout le peuple soviétique. La force de résistance du peuple soviétique naquit de sa haine farouche et passionnée du fascisme. C'est cette force qui réduisit en cendres les armées hitlériennes. Jusqu'aux derniers instants de sa vie, succombant déjà, Hitler et sa bande espéraient encore trouver le salut dans une alliance avec l'Angleterre et les Etats-Unis, dans un bloc de tous les Etats bourgeois dressés contre l'Union Soviétique. Pendant toute la durée de la guerre, de même que lors de la préparation de celle-ci, les hitlériens estimaient que la démocratie en Angleterre et aux Etats-Unis n'était pas homogène, qu'il y avait, à côté des ennemis irréconciliables du fascisme, des adversaires indulgents et même des amis. Les hitlériens basaient leurs calculs sur les fissures de la démocratie, sur les Lavals anglais et sur les Pétaïns américains. Leurs calculs se révélèrent faux.

Dans le pays soviétique, il n'y eut et il ne pouvait y avoir, ni hésitation, ni indulgence pour le fascisme. Dans le pays soviétique, il n'y eut pas et il ne pouvait y avoir de fissures dans la démocratie. Si l'on pouvait mesurer l'acuité des sentiments démocratiques en degrés de haine du fascisme, la première place parmi les peuples démocratiques du monde reviendrait au peuple soviétique. Il se révéla la plus grande force et fut le plus résolu dans la lutte contre le fascisme, dans la défense de la démocratie. Cela est connu de tous les peuples du monde. Et cela engendra les sympathies crues de tous les peuples du monde éprouvent pour l'Union Soviétique et son Armée Rouge et qui, dans tous les pays bourgeois, troublent la quiétude et le sommeil des réactionnaires avoués et secrets qui, possédés par la haine de l'Union Soviétique, distillent des calomnies contre elle.

L'Union Soviétique put porter les coups les plus décisifs au fascisme parce qu'elle le considérait, tant avant que pendant et après la guerre, non pas comme un courant ou un parti politique, mais comme un crime d'Etat, comme une organisation criminelle. Les manifestations de fascisme sont punies de mort au pays des Soviets. La haine raciale et nationale est passible de peines criminelles. En Union Soviétique, la propagande fasciste ou les journaux fascistes sont inconcevables.

Il n'en est pas ainsi dans certains autres pays démocratiques. La démocratie américaine continue à tolérer jusqu'à présent la propagande fasciste d'une certaine partie de sa presse. La loi punit les fascistes allemands tandis que les Américains bénéficient de la protection de la loi. La démocratie anglaise maintient toujours des rapports avec l'Espagne fasciste. On sait qu'en Amérique et en Angleterre les gens qui, pendant la guerre, prênaient une paix de compromis avec Hitler, essayaient de sauver l'Allemagne fasciste l'une inévitable défaite et, sciemment et délibérément, sapaient l'unité de la démocratie mondiale, ne sont guère inquiétés et continuent leur activité. Il convient de remarquer que ce sont ces gens-là qui, à l'heure actuelle, sont les plus énergiques à prétendre que l'Union Soviétique n'est pas une démocratie.

L'adage : « Dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es » s'applique aussi bien aux peuples et Etats qu'aux particuliers.

Depuis qu'elle existe, l'Union Soviétique a gagné dans tous les pays d'innombrables amis et ce sont eux qui constituent les éléments démocratiques de leurs nations. Nombreux sont ceux qui, dans différents pays, eurent à subir des persécutions à cause de leurs sentiments amicaux pour les Soviétiques. Ce sont les démocrates les plus probes et les plus résolus qui sont partout les amis de l'Union Soviétique. Les gouvernements fascistes faisaient exécuter les gens dont le seul crime était leur sympathie pour le pays des Soviétiques. La guerre augmenta sensiblement dans tous les pays le nombre des amis de l'Union Soviétique et ces amis constituent les meilleurs éléments démocratiques. Par contre, les éléments antidémocratiques, réactionnaires et antipopulaires de tous les pays sont les ennemis jurés de l'Union Soviétique.

Tels sont les faits. L'expérience de la guerre permet de discerner infailliblement la vraie démocratie de la fausse. La guerre démasqua les calomnieurs qui soutenaient que l'Union Soviétique ne faisait pas partie des pays démocratiques. C'est pourquoi, encore maintenant, les calomnieurs antisoviétiques font semblant d'oublier l'expérience de la guerre, lorsqu'ils mettent en doute le caractère démocratique du pays des Soviétiques. Mais la calomnie fut impuissante contre l'Union Soviétique même avant la guerre. Elle l'est plus encore maintenant.

L'éloquence des faits est irréfutable. Et le fait est que c'est surtout à l'Union Soviétique que la démocratie internationale doit son salut. Essayez de convaincre les peuples de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, de Bulgarie, de Roumanie, de Hongrie que l'Union Soviétique n'est pas une démocratie alors que tous savent que c'est l'Armée Rouge qui chassa les fascistes, leur rendit la liberté et l'indépendance et leur assura les bases d'une existence démocratique.

Nous avons devant nous le spectacle d'une Allemagne divisée en quatre zones d'occupation. Dans quelle zone la dénazification se poursuit-elle avec le plus d'énergie et de vigueur ? Les faits fournissent une réponse catégorique : c'est sans conteste dans la zone soviétique. Où peut-on observer des hésitations ? Où fait-on preuve d'indulgence à l'égard des fascistes ? Les faits répondent : dans les zones américaine, anglaise et française. Ce n'est pas la presse soviétique qui en fournit le témoignage, mais les journaux anglais et américains. Dans quel pays libéré du fascisme le pouvoir est-il exercé par les mêmes éléments réactionnaires qui, pendant la guerre, collaboraient avec les fascistes ? En Grèce. Ces faits sont connus de tous et le peuple anglais est le premier à les connaître.

Le peuple soviétique peut-il, dans ces conditions, respecter les éléments hostiles à la démocratie qui, arborant la toge de magistrat, se font juges de la démocratie soviétique ? Evidemment non, et c'est avec mépris que le peuple soviétique considère cette indigne comédie.

II — LE POUVOIR DU PEUPLE

Qu'est-ce qu'une démocratie ? Le mot répond, semble-t-il, par lui-même. Le mot démocratie est d'origine grecque. *Demos* signifie peuple et *kratos* pouvoir. Démocratie est le pouvoir du peuple. La démocratie est l'antithèse de l'aristocratie, du pouvoir des nobles. La démocratie est aussi l'antithèse de la ploutocratie, du pouvoir des riches.

Les grands créateurs de la démocratie américaine établirent une formule plus étendue de la démocratie en la définissant comme le pouvoir du peuple, pour le peuple, par le peuple.

A première vue, cette formule paraît claire et non équivoque. Cependant, en examinant l'évolution historique de l'humanité, l'on constate que les mots peuple et pouvoir n'ont pas toujours été employés à bon escient.

Le mot démocratie est d'origine grecque et la forme démocratique d'administration d'Etat naquit dans l'ancienne Grèce. La République d'Athènes fut une démocratie. C'est le peuple qui y exerçait le pouvoir. Il avait coutume de se réunir sur une place publique et ses représentants prenaient des décisions sur l'administration de l'Etat par voie de consultations et de votes.

Toutefois, ce n'est pas la population entière qui était considérée comme *demos* et prenait des décisions sur les questions d'administration. Les esclaves, fort nombreux à Athènes, n'étaient pas considérés comme *demos* et ne faisaient pas partie du peuple. Ils ne jouissaient ni de droits civils, ni de droits civiques, bien qu'ils fussent les artisans de la richesse de la démocratie athénienne.

Cela signifie que la première démocratie était une démocratie esclavagiste. Elle n'était pas une démocratie dans notre sens du mot. Le pouvoir appartenait non pas au peuple, mais à une partie du peuple.

Les temps anciens ne sont pas les seuls à avoir connu une telle situation.

La démocratie ne fut pas toujours de même nature au cours de l'histoire de l'humanité, car ses formes se modifièrent. A une époque déterminée, le mot « peuple » signifiait une chose, alors qu'il changeait de sens à une autre époque.

La notion du pouvoir subissait — et continue à subir — elle aussi, des modifications. On dit de la démocratie qu'elle est le pouvoir de la majorité du peuple. Cela est exact lorsqu'il s'agit des peuples où il y a une majorité et une minorité. Une pareille division existe partout où il y a des capitalistes, des propriétaires terriens et des paysans. Et comme les travailleurs constituent partout une énorme majorité, le pouvoir dans tous les pays démocratiques devrait appartenir aux travailleurs. Mais ce n'est guère le cas dans les pays démocratiques du vieux type bourgeois.

On pourrait dire, il est vrai, qu'en Angleterre c'est le Parti travailliste qui est actuellement au pouvoir. Mais le mot pouvoir subit, lui aussi, des modifications au cours de l'histoire. Il fut un temps où les classes régnaient possédaient la plénitude du pouvoir sur la vie du peuple. Un baron féodal était propriétaire de ses paysans au même degré que de sa terre, de ses châteaux et de ses forêts.

Dans les démocraties bourgeoises, le pouvoir est divisé. Les ouvriers ont beau exercer le pouvoir politique dans un Parlement, le pouvoir sur les richesses du pays, sur ses usines, chemins de fer et capitaux appartient aux propriétaires capitalistes. La propriété foncière est généralement entre les mains des propriétaires terriens. Or, la possession des moyens matériels et des moyens de production est la base de toute autorité. Même le fait de réunir une majorité électorale ne donne pas de pouvoir réel aux représentants des ouvriers. Le vrai pouvoir demeure entre les mains de la minorité capitaliste. Peut-on alors considérer comme une vraie démocratie un Etat où le pouvoir est entre les mains d'une minorité ? Non, un pareil Etat ne constitue qu'une démocratie partielle.

Nous ne contestons pas le fait que l'Angleterre soit une démocratie bourgeoise, mais nous considérons que c'est une forme de démocratie limitée et imparfaite, fort éloignée d'une démocratie au sens strict du terme. Ce n'est donc pas sans sourire que nous contemplons certains représentants de cette démocratie incomplète et surannée s'ériger en critiques de la démocratie soviétique. L'Union Soviétique a une population de 193 millions d'âmes. Elle est composée de diverses nationalités. Mais toutes les nationalités sont égales en droits, et toutes gouvernent le pays de concert entre elles.

Il existe d'aimables critiques qui soutiennent que le pays soviétique serait un bon Etat démocratique s'il adoptait le régime en vigueur en Angleterre. Nous nous demandons quelles sont les dispositions de la démocratie anglaise que le peuple soviétique aurait avantage à adopter. La démocratie anglaise est très vieille. Celle des Soviets est jeune. Est-ce aux jeunes de copier les vieux ?

La monarchie anglaise s'intitule démocratie et la République américaine se dit aussi démocratie. Il fut un temps, cependant, où le gouvernement britannique ne voulait pas reconnaître les Etats-Unis comme Etat indépendant. Les pamphlets venimeux qui pullulaient en Angleterre à l'époque où le jeune Etat américain faisait ses premiers pas sont oubliés et sont recouverts de la poussière du temps. Non seulement l'Angleterre, mais toute l'Europe réactionnaire dominée par la Sainte-Alliance était hostile à la jeune République américaine. Seul, l'Océan la sauva, à l'époque, du danger de la restauration du régime colonial.

Cela, c'est le passé. A présent, les Etats-Unis font eux-mêmes figure de puissance conservatrice enjoignant aux autres de suivre Leur exemple. Qu'eût dit le grand Washington d'une aussi étrange attitude ? Il défendait le droit pour un jeune Etat de déterminer sa propre ligne de conduite. C'est précisément parce qu'il sut braver les menaces de l'Europe réactionnaire qu'il apparaît comme un grand homme d'Etat. Il y a cent ans, les gouvernements réactionnaires de l'Europe considéraient les Etats-Unis comme un foyer de contagion révolutionnaire et démocratique. Leur crainte n'était pas sans fondement. Les Européens qui partaient pour l'Amérique en revenaient républicains.

Tel est le passé. A présent, nombreux sont les Américains qui demandent à leur gouvernement de s'opposer aux courants nouveaux en Europe. Or, comme le démontre l'exemple de l'Amérique elle-même, l'histoire ne connaît point de démocratie éternelle et immuable, car la démocratie évolue comme toutes les autres formes de la société.

Lorsque les publicistes américains et anglais affirment que la démocratie soviétique ne ressemble pas à l'ancienne forme de démocratie, ils sont entièrement dans le vrai. C'est aussi l'avis des publicistes et des savants soviétiques. Mais lorsque les publicistes anglo-américains soutiennent que seule la démocratie du type ancien peut prétendre à cette dénomination et que toute autre forme de démocratie n'en est pas une, leur thèse est aussi erronée que peu scrupuleuse.

Il apparaît tout à fait naturel que la démocratie d'un Etat où il existe plusieurs classes sociales aux intérêts opposés, diffère radicalement de la démocratie d'un Etat qui ignore la lutte des classes. Qui oserait soutenir la thèse simpliste selon laquelle, dans un Etat, l'absence de capitalistes et de propriétaires terriens empêche cet Etat de devenir une démocratie ? Tout être quelque peu logique et honnête dira, au contraire, que ce sont justement les capitalistes et les agrariens qui empêchent de nombreux Etats de devenir des démocraties authentiques. Il y a là une vérité démontrée par toute l'histoire de l'évolution humaine et plus particulièrement par l'histoire de la lutte contre le fascisme.

Cependant, s'il existe de nombreuses différences entre la démocratie soviétique et l'ancienne démocratie bourgeoise, elles n'en possèdent pas moins des traits communs. La guerre qui vient de s'achever l'a démontré avec éclat. Les honnêtes gens, qui sont la majorité écrasante de l'humanité, le savent pertinemment, en dépit des efforts mensongers de la presse bourgeoise.

Le fascisme, qui est un ennemi juré de la démocratie, avait déclaré la guerre à toutes les démocraties, tant anciennes que nouvelles. Les hitlériens ne faisaient aucune différence entre le parlementarisme bourgeois et la démocratie soviétique. Ils voulaient anéantir l'un et l'autre. Ils décrétèrent la destruction de tout ce que les peuples européens avaient créé pendant les deux derniers siècles. Ils jetèrent l'interdit aussi bien sur Marx et Engels que sur Voltaire et Darwin. Ils ne faisaient aucune discrimination entre les communistes, les socialistes et les démocrates bourgeois. Dans leurs camps de concentration, les démocrates bourgeois comme les démocrates prolétariens étaient voués à la mort. Seule variait l'acuité de la rage fasciste. Leur fureur était réservée davantage aux ouvriers qu'aux intellectuels bourgeois, aux communistes qu'aux socialistes. Seuls les capitalistes et les bourgeois bénéficiaient parfois de leur indulgence.

En défendant son pays, sa démocratie, le peuple soviétique assura aussi la défense de la démocratie bourgeoise, car ces deux formes de démocratie ont une origine commune. Le peuple soviétique a un profond respect pour les penseurs et les hommes d'action qui forgèrent la démocratie européenne et américaine. Lénine lui-même donnait l'exemple de ce respect des grands démocrates bourgeois. Nous connaissons et estimons Georges Washington, Abraham Lincoln, Garibaldi et tous ceux qui conduisirent les peuples d'Europe et d'Amérique sur le chemin de la liberté. Nous savons que sans la démocratie bourgeoise il n'y aurait pas eu de démocratie soviétique. Nous savons que nous devons beaucoup à l'enseignement que nous reçûmes de l'Europe occidentale et de l'Amérique, nous en avons été les élèves attentifs, ce qui ne nous interdisait pas de faire preuve d'esprit critique et, tout en retenant le meilleur des leçons reçues, d'en écarter les éléments désuets. Nous avons fait notre profit aussi bien des trésors de la pensée progressive européenne et américaine et des grandes littératures de l'Occident, que de l'immense héritage de la culture russe. La culture occidentale nous est plus chère qu'à beaucoup d'Européens. La doctrine philosophique et historique du peuple soviétique — le marxisme-léninisme — est basée sur la grande expérience historique des peuples progressifs. En défendant notre pays contre les fascistes, nous défendons aussi la culture européenne et mondiale dont la démocratie est le corollaire.

La démocratie n'est pas pour nous un monument ancien ou une forme désuète de l'Etat, mais une réalité historique pleine de sève. La démocratie naquit, crût et croîtra encore. La démocratie soviétique est le rejeton historique de la démocratie bourgeoise.

L'Allemagne fasciste est écrasée, mais la menace contre la démocratie n'est pas définitivement écartée. Une action unie et concertée est nécessaire pour garantir non seulement la paix et la sécurité des peuples, mais aussi les possibilités de perfectionner la démocratie. Nous en voyons surgir des formes

nouvelles. Qu'est-ce, que l'Organisation des nations unies, sinon une nouvelle forme de démocratie débordant les cadres limités des Etats et essayant de créer des bases nouvelles de coopération internationale permanente.

La démocratie internationale n'est possible qu'à condition que les Etats démocratiques des divers types restent unis. La vieille démocratie bourgeoise et la nouvelle démocratie soviétique viennent de démontrer qu'elles pouvaient suivre dans une guerre une voie commune contre un ennemi commun, le fascisme. Qui croirait qu'elles ne puissent marcher ensemble contre le même ennemi, qui est la réaction, en temps de paix ?

III — LES PARTIS ET LA DÉMOCRATIE

L'argument qu'on entend invoquer le plus souvent contre la démocratie soviétique est basé sur le fait que l'Union Soviétique ne connaît qu'un parti politique, à savoir le Parti bolchevik. Cependant, disent les critiques, on ne saurait concevoir une démocratie sans l'existence de deux, trois ou plusieurs partis. Certains croient cette critique convaincante. Habités à voir dans leurs pays la lutte des partis, ils sont persuadés qu'il ne saurait y avoir de société sans partis politiques. Ils voient dans les partis un élément qui a toujours existé dans les pays démocratiques, qui y existe encore et devra toujours exister. Les partis sont considérés comme la base indispensable de toute démocratie.

Une telle argumentation est erronée, superficielle et simpliste. Elle méconnaît le fait que les partis constituent un phénomène historique de même nature que la démocratie. Eux aussi ont changé de forme et de contenu au cours de l'histoire. Les partis politiques contemporains sont infiniment plus récents que les Parlements. Il fut un temps où la lutte opposait non pas des partis politiques, mais des groupes religieux. Si les motifs réels de ces luttes avaient leur source dans les rivalités économiques et politiques, il n'en reste pas moins que les clans en opposition se divisaient non pas d'après les aspects politiques, mais religieux. En Angleterre, les catholiques furent pendant de longues années aux prises avec les presbytériens. En France, la première assemblée élue au XVIII^e siècle et qui fut à la base de la démocratie moderne, constituait la représentation des Etats et non des partis.

On peut admettre comme exact le fait que, dans les pays démocratiques, les Parlements étaient de tous temps, et le sont encore, l'arène de luttes qui reflètent plus ou moins les antagonismes de la vie courante.

Les critiques de la démocratie soviétique, fermant les yeux sur la réalité, affirment que l'Etat soviétique n'est pas une démocratie, parce qu'il ne connaît qu'un parti politique. Ils pourraient soutenir pour les mêmes raisons que l'Union Soviétique n'est pas un Etat parce qu'il ignore la lutte des classes. Mais seuls les fascistes allemands allaient si loin dans la voie de l'absurde qui les conduisit à la défaite.

Si l'on considérait la pluralité des partis politiques comme le critérium de la démocratie, il eût fallu que leur existence fût mentionnée par les Constitutions démocratiques. Or, l'examen attentif, article par article, de la Constitution des Etats-Unis, cette aïeule de toutes les Constitutions européennes, ne nous révèle aucune mention des partis politiques. Pas un mot ne s'y réfère. De même, il n'en est nullement question dans aucune autre Constitution du vieux type bourgeois. Personne ne saurait donc indiquer le nombre de partis nécessaire pour qu'un Etat puisse être considéré comme une démocratie.

Si le nombre des partis politiques devait être l'indice du caractère démocratique d'un pays, la primauté reviendrait à la défunte monarchie austro-hongroise. Il y eut dans son Parlement presque autant de partis que de députés.

Il y a deux grands partis politiques, fort anciens, aux Etats-Unis, et trois en Angleterre. Faut-il en conclure que la monarchie anglaise est une fois et demie plus démocratique que la République américaine ? Il y avait avant guerre plus d'une dizaine de partis politiques au Parlement français. Il y en eut beaucoup moins aux dernières élections à l'Assemblée constituante. Faudrait-il en déduire que la France est devenue moins démocratique ?

Il suffit de poser cette question pour se rendre compte à quel point il est inconsistant et insensé de vouloir déterminer le degré de démocratisation au moyen de cette arithmétique élémentaire.

La tendance à la diminution du nombre des partis n'est nullement l'indice de l'affaiblissement du sens démocratique ou de la contraction du domaine de la démocratie.

L'Angleterre connut une longue période de son histoire où il n'y avait que deux partis ; appelés d'abord Tories et Whigs, ils changèrent par la suite de nom pour s'appeler conservateurs et libéraux. Fort récemment, apparut un troisième parti — les travaillistes. Lors des dernières élections, le Parti conservateur subit une défaite considérable, et le Parti libéral fut presque complètement anéanti. L'Angleterre est revenue au système des deux partis. Faut-il considérer ce fait comme une diminution de la démocratie ? On n'ignore pas que la majorité du peuple britannique considère, au contraire, la victoire des travaillistes comme un pas en avant dans l'évolution démocratique. Qui pourrait cependant affirmer que ce soit le dernier pas dans cette direction ?

Les travaillistes ont recueilli une majorité de voix écrasante, et ils possèdent la majorité absolue des mandats. Supposons qu'aux élections suivantes leur majorité s'accroisse ? Qu'ils reçoivent la totalité des mandats ? Ce n'est pas impossible. C'est le but auquel tend chaque parti. Son désir est d'obtenir, si faire se peut, la totalité des voix. Cela signifierait-il que la démocratie tend à se supprimer elle-même ? Faudrait-il alors, à défaut d'une opposition élue, créer une opposition artificielle ?

Le problème de la démocratie ne saurait donc être abordé sous l'angle de l'arithmétique élémentaire.

La tapageuse critique dont on accompagne l'argument de l'existence dans l'Union Soviétique d'un parti unique est aussi peu convaincante qu'insensée. La frénésie de nos critiques est-elle due à l'incompréhension ou à la confusion intentionnelle ?

Seule, l'analyse historique peut nous permettre d'apprécier et de résoudre le problème du nombre des partis politiques. Nous avons vu que les auteurs des Constitutions démocratiques s'étaient abstenus de fixer ce nombre. Personne n'a jamais « inventé » de partis politiques. La vie de chaque pays les a créés à sa manière en concordance avec son évolution historique et avec ses conditions intérieures économiques et politiques.

L'exemple de l'Angleterre est le plus éloquent à cet égard. On sait que pendant très longtemps la lutte politique était circonscrite entre les Tories et les Whigs. Bien avant le marxisme, les historiens posèrent comme un fait patent et indéniable que l'apparition de ces deux partis était la conséquence de la lutte entre deux classes de la société britannique, à savoir entre les magnats terriens et les capitalistes-industriels. Les Tories étaient les défenseurs du vieux régime féodal, alors que les Whigs luttaient pour les prérogatives de la bourgeoisie. La classe ouvrière n'avait pas de parti politique qui lui fût propre. Constituant une écrasante majorité du pays, elle donnait ses voix tantôt aux Tories, tantôt aux Whigs. Ce système reflétait d'une manière inexacte les rapports des classes sociales du pays, et il se maintint tant que la lutte fut circonscrite, en substance, entre la bourgeoisie industrielle et financière, d'une part, et la noblesse terrienne de l'autre. Telle était la base sociale du système bipartite.

Par la suite, la base sociale subit un changement. Les classes qui se disputaient le pouvoir se rapprochèrent. De nombreux magnats terriens se trouvèrent à la tête des entreprises industrielles et, en revanche, les rois de l'industrie acquirent des terres et des titres de noblesse. Les rangs des deux noblesses se confondirent. Elles se trouvèrent surtout unies par leur hostilité à l'adversaire commun, à la classe ouvrière que l'on voit apparaître comme une force indépendante créant son propre parti, le Parti travailliste.

Les Tories et les Whigs disparurent, cédant la place aux conservateurs et aux libéraux. À côté d'eux, apparut le Parti travailliste, d'abord faible et puis de plus en plus fort. Ainsi, se forma le système des trois partis. Il reflétait les rapports des classes dans le pays. Mais ce rapport continuait à changer, ce qui entraînait la transformation du système des partis. Dans la mesure où l'intérêt des classes bourgeoises se concentrait dans la lutte avec la classe ouvrière, l'existence des deux partis bourgeois perdait sa raison d'être. On voit donc les libéraux disparaître de la scène. Les forces se regroupent aux extrémités. Le pouvoir est disputé entre conservateurs et travaillistes. Entre ces deux meules le Parti intermédiaire des libéraux est réduit en poussière. Une fraction est absorbée par les travaillistes, une autre se joint aux conservateurs. L'avenir nous montrera l'évolution ultérieure. Mais il nous apparaît clairement que c'est la lutte des classes qui est à la base de la naissance, de l'évolution et de la disparition des partis. Là où existe l'antagonisme des classes, il y a aussi l'opposition des partis. Le

nombre des partis est déterminé par le caractère de la lutte. Lorsque chaque classe agit d'une manière indépendante, on voit apparaître plusieurs partis : agrariens, industriels, fermiers, ouvriers ; chaque classe a tendance à créer son parti sous une dénomination différente. Il arrive que plusieurs classes s'unissent contre les autres, et l'on voit apparaître des coalitions. Suivant les circonstances, on assiste à la formation d'un petit nombre de grands partis ou bien ceux-ci se fractionnent en entraînant par voie de conséquence le fractionnement des forces en opposition. L'histoire de France nous en fournit de nombreux exemples.

On assiste parfois à un phénomène différent. Dans des instants critiques de l'histoire, lorsqu'un pays est menacé d'un grave danger, lorsqu'il y va de l'indépendance et parfois de l'existence même de l'Etat, les partis politiques tendent à s'unir, à former un front unique. L'opposition entre les partis marque un temps d'arrêt et les groupes serrent leurs rangs pour lutter contre l'ennemi commun. Les divisions sociales ne s'en trouvent pas effacées pour autant, et les antagonismes intérieurs gardent toute leur acuité. Seul, l'aspect de la lutte subit une modification et les partis s'efforcent, tant bien que mal, d'observer la trêve.

La deuxième guerre mondiale et toute la vie politique d'après-guerre constituent l'exemple vivant de la lutte des partis, reflétant l'antagonisme des classes. On le voit avec une netteté toute particulière en Europe. Cela apparaît moins nettement aux Etats-Unis. Mais là aussi l'on observe les mêmes lois de l'histoire que sur le vieux continent.

Le système dit « des deux partis », qui fonctionne aux Etats-Unis, est le résultat de l'évolution historique de la démocratie américaine. Cette évolution s'étend sur plusieurs époques. Chacune de celles-ci a influé sur le fond, le caractère et jusque sur le nom des partis.

Les luttes politiques qui marquèrent les Etats-Unis dans l'a première période de leur indépendance eurent un caractère entièrement différent de celles qu'on observait en Angleterre. Les fédéralistes, partisans de la centralisation du pouvoir administratif, et dont la position s'inspirait d'idées plus libérales, y étaient aux prises avec les républicains qui militaient pour l'indépendance de chacun des Etats. Il y allait de l'existence des Etats-Unis, et la portée même du problème rendait la lutte particulièrement acharnée. Par la suite, vint s'y greffer le conflit au sujet de l'esclavage des nègres, et la lutte déborda le problème de la démocratie.

L'Amérique se divisa en deux camps politiques : les abolitionnistes et les partisans de l'esclavage. La ligne de séparation des classes était marquée avec une netteté toute particulière. Le camp des abolitionnistes comprenait principalement la bourgeoisie industrielle, les fermiers et les ouvriers des Etats du Nord. Le camp adverse groupait les planteurs des Etats du Sud. C'était une question de vie et de mort pour les Etats-Unis en tant que nation indépendante et forte. C'était aussi pour l'économie américaine la question de la ligne à suivre : ou bien se développer en un grand Etat industriel avec une puissante bourgeoisie et une forte classe ouvrière, ou bien devenir un grand Etat agraire caractérisé par de riches planteurs, exportateurs de coton. La guerre civile farouche et acharnée trancha le différend dans le sens du progrès et de la démocratie. Les planteurs durent s'incliner.

Toute la vie politique prit un aspect tout différent dans la deuxième moitié du siècle écoulé. Mais le système des deux partis survécut. Ils prirent désormais les noms de républicains et de démocrates.

Les anciennes divisions perdirent leur signification. Ni le fédéralisme, ni la question de l'esclavage n'agitent plus les esprits. Ce ne sont guère sur ces problèmes que s'orientent les luttes sociales et politiques. La vie continue. On sait qu'à l'heure actuelle la division du pays en républicains et démocrates ne reflète aucune opposition de principe. Inutile de souligner que ces termes n'expriment absolument rien. Que signifie le mot « républicain » aux Etats-Unis où il n'y a point de monarchistes ? Et que signifient les « démocrates » ?

Dans son ouvrage classique, *la République américaine*, James Bryce, parlant des partis politiques aux Etats-Unis, dit :

Aucun d'eux n'est caractérisé par des principes ou des idées qui le distingueraient de l'autre. Tous les deux ont leurs traditions. L'un et l'autre font état de certaines tendances. Chacun a ses mots d'ordre, son organisation et ses intérêts qui lui servent d'assise. Mais ces intérêts consistent surtout dans la possibilité de distribuer les offices. Les partis ont cessé de refléter leurs anciens principes, leurs convictions

politiques et leur expérience. Ils n'ont pas été abolis, mais simplement neutralisés par le temps et les événements qui avaient résolu certains de leurs objectifs et en avaient écarté certains autres. Il ne leur reste plus rien hormis les prébendes ou l'espoir d'en acquérir.

Cette caractéristique demeure encore valable à notre époque.

La lutte entre les deux partis ne diffère en somme en rien de la lutte entre deux grands trusts capitalistes, de celle entre les « taureaux » et les « ours » à la Bourse. La lutte de deux trusts pour un monopole ou des baissiers contre les haussiers n'en prend pas souvent une forme moins violente et voit de nombreux individus entraînés dans le sillage des protagonistes, mais elle n'en reste pas moins une lutte à l'intérieur d'une classe où chacun des trusts est suivi par le ban et l'arrière-ban de ses partisans et où les « taureaux » d'aujourd'hui deviennent les « ours » de demain.

Le système des deux partis aux Etats-Unis a cessé depuis longtemps de refléter la vraie vie politique. c'est-à-dire la lutte des classes, ou, en tout cas en donne un reflet inexact. Le prétendu système des deux partis ne fait que défigurer la vie politique.

Il n'y a pas aux Etats-Unis deux partis bourgeois. Il n'en existe en réalité qu'un seul. C'est le parti de la grande bourgeoisie financière et industrielle aux deux ailes « démocratique » et « républicaine ».

On se demande pendant combien de temps les publicistes et les politiciens américains réussiront encore à dissimuler cette vérité. Elle est de plus en plus le « secret de polichinelle ». Toute la mécanique de la vie administrative des Etats-Unis a pour but d'empêcher la classe ouvrière et les fermiers, qui constituent la majorité écrasante du peuple américain, d'avoir leur représentation politique au Congrès.

Telle est la démocratie américaine. Elle est fort éloignée de la perfection. Le *démocratie* américain est tenu à l'écart de l'administration de l'Etat par une mécanique fort astucieuse qui est à la base du système des partis. C'est, en fait, un système unique.

On nous explique avec condescendance que, seul, peut être considéré comme démocratique un Etat dont la minorité est représentée au Parlement. Nous sommes entièrement d'accord. S'il existe dans un pays une minorité d'opposition, elle doit être représentée pour que le Parlement reflète d'une manière exacte la lutte des classes dont le pays est la scène.

Le pays soviétique est pour l'instant l'unique pays au monde où il n'existe ouvertement qu'un seul parti politique, reconnu par la Constitution de l'U.R.S.S. Loin de le cacher, le peuple soviétique le présente au monde entier comme un phénomène nouveau propre à une démocratie d'un nouveau type, comme un phénomène de la démocratie soviétique. Le parti unique du système d'Etat soviétique correspond au fait historique caractérisé par l'absence de l'antagonisme des classes et par l'absence de capitalistes, de propriétaires fonciers et de propriété privée des moyens de production et de la terre. Suivant la loi fondamentale de l'Etat soviétique, l'Union Soviétique est un Etat des ouvriers et des paysans. Ils sont unis par les intérêts communs d'une économie socialiste. Il n'y existe aucun motif de lutte des classes. Il ne saurait non plus y exister d'opposition des partis.

Ce n'est pas qu'une conception théorique. Ce n'est point non plus l'effet d'une loi. C'est la vie même, vérifiée sous toutes ses faces, éprouvée surtout par la deuxième guerre mondiale. Le peuple soviétique ignore la lutte intestine. Il est uni tant dans ses travaux pacifiques que dans la défense de sa patrie. Toutes les tentatives de l'ennemi de désunir les ouvriers et les paysans du pays des Soviets, de diviser ses nationalités, ont subi un échec complet. Comment concevoir deux, trois ou plusieurs partis au pays des Soviets ?

Le pouvoir y appartient au peuple et au peuple seul qui est le maître de toutes les richesses de la terre. C'est dans l'intérêt exclusif du peuple que travaillent l'industrie et l'agriculture soviétiques. Seuls, les représentants des ouvriers, des paysans et des intellectuels, les élus du peuple, exercent le pouvoir. Les intellectuels soviétiques constituent une partie intégrante de la classe ouvrière et paysanne.

La démocratie soviétique est donc, en vérité, le pouvoir du peuple, pour le peuple et par le peuple. C'est pourquoi cette unité se trouve reflétée dans le parti de l'Union Soviétique. Dans l'Etat populaire uni — un parti populaire unique. La nature même de la démocratie soviétique où il n'existe guère de classes hostiles, où il n'y a ni luttes de classes ni divergences de vues sur le problème essentiel de

forme et d'orientation de la politique de l'Etat, ne laisse simplement pas de place à un deuxième parti politique. Les causes qui, dans d'autres pays, font surgir, au cours de leur évolution historique, plusieurs partis politiques, font totalement défaut dans la démocratie soviétique. Faudrait-il inventer artificiellement un deuxième parti, uniquement pour faire plaisir aux amateurs de la vieille démocratie bourgeoise ? L'Etat soviétique est une formation d'un type nouveau ; c'est un Etat soviétique et socialiste. De même, sa démocratie est d'un type nouveau. Sa nouveauté réside dans le fait que c'est une démocratie authentique.

L'unité de la démocratie soviétique et le système du parti unique qui en est la base constituent également le résultat d'un processus historique. La proclamation officielle de la forme socialiste de l'Etat eut lieu, comme on le sait, en novembre 1917. Mais le capitalisme n'y disparut pas pour autant en un jour.

Certaines entreprises privées continuèrent à exister et, d'autre part, les paysans se virent octroyer des parcelles de terre en pleine propriété. Les classes capitalistes demeuraient donc toujours. D'autres partis étaient représentés dans les Soviets de l'époque. C'étaient des partis d'opposition et ils reflétaient dans les Soviets la lutte des classes qui se poursuivait dans la vie. Le socialisme l'emportait dans la vie et l'influence des partis bourgeois allait en déclinant. Nul ne saurait dire combien eût duré ce processus si les adversaires du pouvoir soviétique n'eussent pas déclenché la guerre civile.

Cela mit fin à la lutte d'opposition légale dans les Soviets. La bourgeoisie prit les armes contre la classe ouvrière. Les paysans se rangèrent du côté des ouvriers. Cette lutte armée eut pour résultat la défaite des partis contre-révolutionnaires, des constitutionnels démocrates, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, qui furent écrasés.

La Constitution de l'U.R.S.S. de 1937 donna le droit électoral à tous les citoyens, indépendamment de leurs origines sociales.

Les publicistes réactionnaires à l'étranger qui, au nom de la démocratie, préconisent la formation en U.R.S.S. d'un deuxième et d'un troisième parti, tendent en réalité à un but différent. Ils visent plus loin. Ils voudraient voir le peuple soviétique rétablir le pouvoir des capitalistes, des propriétaires fonciers et des koulaks (gros paysans exploitant la main-d'œuvre salariée). Mais on ne saurait pas plus rétablir le capitalisme en U.R.S.S. que le féodalisme du moyen âge en Angleterre ou l'esclavage aux Etats-Unis. Ce sont des systèmes sociaux périmés. On vient de voir clairement à quoi aboutirent les tentatives de l'Allemagne hitlérienne de rétablir le moyen âge en Europe.

Pourquoi un deuxième parti politique n'existe-t-il pas en U.R.S.S. ? Parce qu'un deuxième parti politique ne pourrait être qu'un parti de la restauration du capitalisme, et le pays soviétique n'aurait pour un tel parti aucune base sociale.

IV — LES ÉLECTIONS

Les élections au Soviet suprême, qui est l'organisme supérieur de l'Union Soviétique, ont lieu tous les quatre ans sur la base du suffrage universel et au moyen d'un vote direct, égal et secret.

Les circonscriptions électorales sont fixées à raison d'un député par 300.000 habitants.

Les premières élections effectuées sur cette base eurent lieu en 1937. Les deuxièmes devaient avoir lieu en 1941. La guerre provoqua leur ajournement.

Lorsque la victoire fut acquise, tous les peuples soviétiques allèrent aux urnes.

Le suffrage universel, direct, égal et secret, existe en théorie également dans les Constitutions des autres pays. En fait, ce droit, figurant dans les Constitutions, n'est appliqué que déformé. Par la fixation inégale des circonscriptions électorales en France et en Angleterre, pour ne citer que leur exemple, l'égalité de vote se trouve faussée. On sait que le découpage tendancieux des circonscriptions électorales en France provoque de nombreuses récriminations des partis en compétition. Le nombre des électeurs représenté par les députés varie suivant les circonscriptions. En Angleterre, il existe des circonscriptions n'ayant qu'un nombre peu élevé d'électeurs qui, de ce fait, se trouvent privilégiés par rapport à d'autres.

La voix d'un citoyen n'est pas égale à celle d'un autre et cette inégalité joue toujours au détriment des travailleurs et en particulier de la classe ouvrière.

Le premier acte — de beaucoup le plus important — qui marque l'ouverture de la campagne électorale de tous les Etats, est la désignation des candidats. C'est par là que la campagne débute. Rien n'est fait tant que les candidats ne sont pas désignés. Souvent la moitié de la besogne est accomplie lorsqu'un candidat est choisi.

Dans quelles conditions cet acte important a-t-il lieu dans les pays bourgeois ? Qui présente les candidatures des futurs représentants du peuple, des guides de sa vie politique ? Ce sont les partis politiques qui, dans les pays bourgeois, présentent les candidats.

Quels que soient l'influence et le nombre d'adhérents des partis politiques dans les différents pays, ils n'en constituent pas moins une minorité. Il s'agit parfois d'une minorité insignifiante. L'influence des partis républicains et démocrates aux Etats-Unis ne saurait être contestée, mais le nombre de leurs membres permanents est peu élevé. Ce qui fait la force de ces partis, c'est leur « machine » électorale, cet appareil à organiser les élections, et non pas le nombre de leurs adhérents.

C'est pour cela que, seule, une minorité prend part, au début, à la préparation des élections. Les sans-parti qui forment partout une majorité écrasante, qui constituent précisément le « peuple » au vrai sens du mot, se trouvent à l'écart de la préparation. Ils n'arrivent que plus tard, lorsque « tout est prêt » ou, plus exactement, lorsque tout est artificiellement préparé. Or, préparer une action c'est, le plus souvent, la réaliser.

Cela n'est guère de la démocratie. En agissant ainsi, on s'écarte manifestement de la démocratie. On ne saurait considérer comme démocratique une pratique où l'acte le plus important est accompli par une minorité, alors que la majorité est condamnée à un rôle passif. Elle n'a rien à dire, rien à faire. Dans la première phase, la plus importante, le peuple n'est qu'un spectateur muet. Il attend qu'apparaissent, de derrière la coulisse, sur la scène politique, des candidats désignés par on ne sait qui et parmi lesquels, à l'exclusion de tous autres, il aura à faire son choix.

De telles élections ne sauraient être considérées comme une œuvre populaire. Ce sont des élections faites dans les cadres étroits des partis. Et si l'on considère que, dans beaucoup de pays qui se qualifient de démocraties, les seuls partis politiques en lice sont les partis bourgeois, il apparaîtra avec évidence que, dans la phase initiale, seules les classes possédantes organisent les élections. Le peuple se trouve totalement écarté de l'organisation et de la préparation des élections. On ne saurait qualifier une telle pratique de démocratique.

Comment s'effectue la nomination des candidats ? Comment fait-on la sélection de ceux qui, seuls, auront le droit de briguer les voix des électeurs ? Partout, dans les pays bourgeois, c'est le secret des partis politiques. C'est la besogne des petits cercles politiques, des comités. On sait qu'aux Etats-Unis les candidats sont désignés par le *boss* qui est le chef de la « machine » du parti. Les objections contre les candidats ne peuvent être présentées que dans les cadres très étroits du parti, par les membres de ceux-ci. Les électeurs sans-parti ne peuvent soulever aucune critique. Personne ne demande leur avis. On s'efforce, au contraire, de tenir secret le nom du candidat jusqu'au dernier moment, jusqu'à son approbation par les instances du parti.

Quels sont les motifs dont s'inspirent les comités des partis lorsqu'ils mettent en avant les candidats ? Les conditions auxquelles ceux-ci doivent satisfaire varient, mais la condition primordiale et décisive est la soumission du candidat à la clique du parti. La « machine » ne laisse passer que ceux qui ont été sélectionnés par le *boss*, le patron de la machine. La candidature d'un sans-parti est rigoureusement impossible. Aucun parti ne la posera, quels que soient l'intelligence, la noblesse de caractère, le dévouement au peuple et le sens patriotique du sans-parti.

Il apparaît ainsi que, dans les pays bourgeois aux Constitutions démocratiques, les sans-parti se trouvent écartés non seulement du premier stade, à savoir de la préparation des élections, mais également du second, qui est l'acte même de candidature. Or, les sans-parti constituent la majorité écrasante de tous les pays.

Quoi qu'on en dise, l'immense majorité du peuple se trouve dans l'impossibilité de désigner ses candidats. Seule une minorité les désigne. Cela ne saurait être qualifié de vraie démocratie.

On peut admettre, à la vérité, que les *boss* qui sont à la tête des machines électorales des partis bourgeois ont intérêt à ce que les candidats jouissent d'une certaine popularité, que leurs noms soient connus des électeurs. Il faut que leur candidature ait des chances de succès. Le parti ne peut que profiter de la popularité des candidats et de la confiance qu'ils inspirent aux électeurs. Mais cette condition, quoique importante, n'est pas essentielle. Si le candidat n'est pas suffisamment populaire, il appartient à la propagande électorale de créer cette popularité. Si le candidat n'a pas de qualités, il faut l'en doter artificiellement.

Cela est une déformation de la démocratie. En ayant recours à de pareils procédés, on se joue du peuple.

Il arrive souvent que les gens qui n'appartiennent à aucun parti, et ils sont la majorité, connaissent parfaitement les deux candidats en présence ; ils savent qu'il s'agit d'individus de réputation douteuse, qu'ils sont loin d'être les meilleurs dans leur circonscription, qu'ils sont peut-être les pires et que leur désignation est le résultat de louches tractations... Pour qui voter alors ? L'électeur préfère ne voter pour personne. Il reste simplement à l'écart, ne voulant pas participer à une comédie. Cela s'appelle l'abstentionnisme. En définitive, une partie importante de la population tourne le dos à la vie politique. Cette réserve ne signifie pas toujours l'inconscience politique. Elle est souvent le résultat d'une attitude réfléchie et d'un esprit critique à l'égard de la démocratie bourgeoise qui a abouti à sa propre négation.

Nombreuses sont les villes en Angleterre, en Amérique, en France, où il existe des hommes respectés, appréciés par leurs concitoyens sans distinction de parti. Ainsi, un médecin, habitant sa ville depuis longtemps, désintéressé, dévoué et scrupuleusement honnête. Ou bien un ingénieur de talent, un architecte, un savant universellement connu et respecté ou enfin un travailleur manuel, un artisan, un contre-maître, un ouvrier connu, estimé et considéré pour sa probité, sa compétence et son amour de la patrie. Il y a partout des gens d'élite. On en est fier. On les cite en exemple aux enfants. Après leur mort on leur érige parfois un monument... Mais ils ne peuvent être élus députés s'ils n'appartiennent pas à un parti politique, s'ils ne font pas partie de la « machine ».

La situation est radicalement différente en Union soviétique. Voyons d'abord la formation de la commission électorale centrale et des commissions locales qui ont pour tâche de veiller à la régularité des élections. Dans d'autres pays, la formation de ces commissions constitue une simple formalité. Elles sont composées de représentants désignés par les partis qui, de concert avec les fonctionnaires municipaux, font procéder aux opérations du vote. Le peuple n'y a point accès. La condition essentielle, le caractère public de leurs délibérations, n'est pas observée. Du reste, le peuple se désintéresse généralement de la formation de ces commissions.

Au pays soviétique, le peuple participe dès le début à cette œuvre d'Etat d'une importance capitale. Les commissions électorales doivent avoir la confiance du peuple. Il ne saurait y avoir ni erreurs ni abus. La loi soviétique est sacrée. Les candidats composant les commissions électorales sont élus dans les réunions publiques des travailleurs. Chaque candidature est l'objet d'une discussion approfondie. La presse commente les candidatures.

La Commission électorale centrale est composée de personnes que le pays tout entier connaît et apprécie et dont la fidélité au peuple et la probité absolue sont notoires. Lors des élections de 1946, la Commission électorale centrale comprenait non seulement des hommes politiques éprouvés, qui avaient la confiance de millions de citoyens soviétiques, mais également des hommes, étrangers jusqu'alors à toute activité politique, mais que le pays connaissait et aimait. Le célèbre aviateur Pokrychkine, trois fois Héros de l'Union Soviétique, L'éminent écrivain Tikhonov, l'académicien Bouïevitch en faisaient partie. Et, côté à côté avec des héros, des écrivains, des savants et des hommes politiques, s'y trouvaient des paysans kolkhoziens et des ouvriers qui, par leur travail consciencieux, leur désintéressement et leur dévouement au peuple, avaient conquis l'estime de leurs concitoyens. Il y avait parmi eux des communistes, il y avait aussi des sans-parti. Ce sont les mérites qui comptent, et non pas l'adhésion au parti.

Dans le village Stepnoïe de la région de Saratov, on désigna comme candidat à la Commission centrale, le paysan Féraponte Golovaty, connu de toute la nation. Il fut désigné dans une réunion publique par les paysans de son village et les journaux publièrent les comptes rendus détaillés de son élection. Qui est Féraponte Golovaty ? C'est un simple paysan. Il n'est plus jeune. Pendant la guerre, il fit don de toutes ses économies pour la construction d'un avion et provoqua ainsi un vaste mouvement populaire. Suivant l'exemple de Féraponte Golovaty, des milliers et des milliers de paysans offrirent leurs économies au profit de l'Armée rouge. Le nom de Féraponte devint célèbre dans tous les coins de notre pays. Il visitait le front. On donna son nom à l'avion construit avec ses économies.

Il demeura le simple paysan qu'il était. C'est un homme modeste. Mais il apparut au pays comme un vrai patriote soviétique, et le pays le voit maintenant récompensé par un suprême honneur et par une haute confiance. Il a pour tâche de contrôler les élections, et l'on peut être certain qu'aucun abus n'est à redouter lorsque le contrôle est exercé par des hommes tels que Féraponte Golovaty.

Dans la ville d'Ivanovo, qu'on appelle le Manchester soviétique les ouvriers de l'industrie textile envoyèrent à la Commission électorale centrale l'ouvrière Taïssia Ivanovna Chouvandina. Elle est connue de toute la ville, de toute la région. Elle devint célèbre en donnant l'exemple d'un travail plein d'abnégation et d'esprit d'initiative. C'est elle qui battit un record en desservant à elle seule vingt métiers. Par son travail, elle, simple ouvrière, fut récompensée par la haute décoration soviétique, l'ordre de Lénine. Elle fut désignée au cours d'une réunion publique où se pressaient de nombreux ouvriers. On y parlait de sa gentillesse, de son don d'organisation. Une vieille tisseuse prit la parole. Elle dit :

— Cela fait plus de vingt ans que nous travaillons avec Taïssia Ivanovna. On ne saurait trouver de meilleur candidat à la Commission électorale. J'approuve ce choix.

Dans la région de Kalinine, on désigna pour la Commission centrale de vote une paysanne présidente de kolkhoz, Nina Pylaïeva.

Que disait-on d'elle à la grande réunion publique ?

— Nina Andréïevna est une personne digne. Elle aborde tout en bonne ménagère. Sous sa direction le kolkhoz ne fait que s'enrichir. On a construit un moulin, installé l'électricité, la radio, aménagé la basse-cour. Le rendement par journée de travail s'est accru. La camarade Pylaïeva peut rendre de grands services dans une œuvre d'Etat.

Et qu'est-elle-cette Pylaïeva ? Communiste ou sans-parti ? Le compte rendu publié dans le journal n'en fait aucune mention. Peut-être est-elle communiste. Peut-être pas. L'essentiel c'est qu'elle jouit d'une confiance illimitée des communistes et des sans-parti. Elle est leur candidate commune.

Ainsi, se développait une grande campagne nationale politique autour d'un acte qui, dirait-on, ne constitue qu'une simple formalité puisqu'il ne s'agissait que de la formation de commissions électorales. Cette campagne est toujours très animée. Elle montre d'emblée un trait essentiel des élections soviétiques : celles-ci constituent dès leur début un processus de sélection des meilleurs citoyens du pays. Les élections représentent le total des résultats acquis par le peuple pendant la période écoulée. Elles placent au premier rang tous les citoyens soviétiques — qu'ils soient de célèbres savants ou de simples kolkhoziens — qui ont servi avec dévouement le peuple, enrichi l'économie de la nation et fait progresser la culture soviétique.

Le peuple voit que ce n'est guère une langue bien pendue, la fortune et l'agilité des mains que l'on demande à un homme politique, mais de l'honnêteté, de l'intelligence et du talent placés au service de la nation.

La formation de la Commission électorale centrale et des commissions locales est suivie par la présentation des candidats à la députation. Nous avons montré la pratique des pays bourgeois.

Dans le pays soviétique, les masses populaires participent largement à cette deuxième phase de la préparation aux élections. D'après la loi électorale soviétique, toute organisation sociale agissant en vertu des dispositions légales soviétiques, qui posent le principe de la liberté d'association, est habilitée à présenter des candidats à la députation. Cela est vrai du Parti communiste qui compte près de six millions de membres, ou des Jeunesses communistes qui groupent des millions de jeunes gens.

Il en est de même des unions syndicales avec leurs dizaines de millions de membres, des sociétés coopératives qui englobent toute la paysannerie, et des millions de citoyens et des associations scientifiques, culturelles et sportives.

Il va de soi qu'aucun dépôt en argent n'est exigé des candidats.

Les élections mettent en mouvement les millions d'hommes et de femmes qui habitent l'Union Soviétique. La préparation des élections est l'œuvre d'une majorité importante de la population. Le peuple n'est pas un spectateur passif. Il ne se trouve pas devant un rideau baissé derrière lequel les politiciens dressent en cachette des décors sur la scène électorale. La désignation des candidats se déroule, au contraire, au grand jour, dans les réunions publiques et en présence des représentants de la presse. Chaque candidature est minutieusement examinée. Les communistes et les sans-parti travaillent côte à côte. Dans de telles conditions il ne saurait être question d'une nomination imposée d'en haut. L'organisation sociale — qu'elle relève d'un parti, d'un syndicat professionnel ou d'une coopérative — a la charge de démontrer que son candidat est digne de figurer sur un bulletin électoral. Il apparaît donc avec évidence que le deuxième stade constitue également une sélection des meilleurs citoyens du pays.

Cette sélection s'accompagne-t-elle d'une compétition ? Le peuple témoigne-t-il de l'intérêt pour les élections ? On ne saurait y répondre que par l'affirmative. Comme l'a fait remarquer Staline, chaque candidat doit répondre aux questions suivantes : « Qu'as-tu fait pour le peuple ? De quelle manière as-tu contribué à son bien-être ? »

Tout le passé d'un candidat est soumis au contrôle du peuple, et s'il y a le moindre doute, sa candidature est écartée. Et il ne se trouvera pas d'organisation qui tenterait, dans cette atmosphère de publicité, de soumettre aux électeurs une candidature qui ne serait pas pure de tout reproche. Il en est de même des communistes et des sans-parti.

Les sans-parti jouent un rôle de premier plan dans la préparation des élections. Le Parti communiste, les bolcheviks, ne prennent pas le contrepied des sans-parti et n'essaient pas de s'en désolidariser. Bien au contraire, les bolcheviks se font un devoir de coopérer étroitement et solidairement en vue des élections avec les sans-parti.

Les candidatures posées par diverses organisations sont discutées dans les grandes réunions publiques. Chaque organisation présente son candidat. Elle le défend dans les réunions qui désignent un candidat par circonscription. Le désir de tous est de réaliser l'accord sur le meilleur des candidats proposés, d'en trouver un qui soit acceptable, tant pour les communistes que pour les sans-parti, pour les intellectuels que pour les ouvriers.

Lors des dernières élections au Conseil suprême de l'U.R.S.S., qui eurent lieu en 1946, le Comité central du Parti bolchevik publia un appel aux électeurs dans lequel il disait :

Aux élections précédentes le Parti bolchevik demandait aux électeurs de voter pour le bloc des communistes et des sans-parti. Les citoyens et citoyennes de l'Union Soviétique votèrent en masse pour le bloc des communistes et des sans-parti. Le peuple unanime approuva ainsi la politique du Parti communiste et lui exprima son entière confiance.

Dans les élections à venir, le Parti bolchevik est de nouveau étroitement uni et associé avec les ouvriers, paysans et intellectuels sans parti. Comme lors de la campagne électorale précédente, le Parti va aux élections de concert avec les syndicats professionnels, les Jeunesses communistes et les autres organisations et associations de travailleurs.

Si le bloc des communistes et des sans-parti se forme ainsi au cours de la préparation des élections, c'est parce qu'il était déjà préparé par l'évolution historique. Partout les communistes et les sans-parti travaillent côte à côte, solidairement. Ils se comprennent mutuellement. Leur amitié s'est forgée dans la lutte et dans le travail communs. Il en était déjà ainsi avant la guerre. Et la guerre n'a fait que renforcer cette amitié.

Le Parti communiste de l'U.R.S.S. représente une force qui guide et qui dirige, et cela n'a rien de surprenant, car ce sont les citoyens soviétiques les plus conscients et dont le sens politique est le plus

sûr, qui adhèrent au Parti et qui y sont admis. S'ils n'ont pas plus de droits que les sans-parti, ils ont plus de devoirs et leur responsabilité est plus grande.

Dans les pays bourgeois, un sans-parti est un homme qui est en dehors de tout parti, qui n'en veut connaître aucun et qui est hostile aux partis.

Il en va tout différemment dans le pays soviétique. On ne peut pas dire d'un sans-parti qu'il n'a pas de parti. L'immense majorité des gens ont leur parti, et c'est le Parti bolchevik. S'ils ne se décident pas à y adhérer, c'est parce qu'ils ne se sentent pas qualifiés pour le faire ou parfois parce qu'ils redoutent la lourde responsabilité qui incombe aux membres du Parti. Car un communiste doit toujours être le premier tant au combat qu'au travail. A la guerre, c'est lui qu'on chargeait des missions les plus dangereuses. A l'usine, c'est à lui de donner l'exemple de la discipline, de la probité et de l'initiative. Ce n'est pas possible à tout le monde. Mais si un communiste honnête est respecté de tous, on est doublement sévère à l'égard de celui qui prête le flanc à la critique.

Le bloc des communistes et des sans-parti puise sa force électorale dans le contact quotidien de ses membres dans l'exercice des fonctions administratives, économiques et culturelles qu'ils accomplissent côte à côte. Ils arrivent ainsi à se connaître mutuellement. Dans les réunions animées, convoquées pour l'examen des candidatures, on délibère donc en connaissance de cause et une organisation, qu'elle relève ou non du Parti, n'aura à cœur de proposer qu'un candidat connu, populaire et qui a fait ses preuves dans le travail. Celui qui sort vainqueur d'une telle épreuve est donc vraiment le meilleur de sa ville, de son village, de son pays. Ce n'est pas tant l'affiliation au Parti qui compte que les qualités morales, la compétence, le dévouement à la nation et l'énergie à défendre les intérêts du peuple.

C'est pourquoi il serait inconcevable au pays soviétique qu'un homme populaire et estimé dans sa ville, un médecin, un instituteur, un ingénieur ou un ouvrier, un vrai fils de son peuple, ne puisse pas être candidat pour la seule raison qu'il n'est pas membre du Parti. Celui-ci serait le premier à poser et à défendre sa candidature.

Lorsqu'une assemblée composée de représentants de diverses organisations réalise, après une délibération attentive, l'accord sur un candidat, on peut être sûr que le citoyen choisi, qu'il soit ou non membre du Parti, est vraiment digne de représenter son peuple dans l'organisme suprême de l'Etat. Il n'est pas uniquement candidat du Parti ou des sans-parti. Il est le candidat du bloc formé de ces éléments de la nation. Il est, au vrai sens du mot, le candidat du peuple. Il a derrière lui la majorité de celui-ci.

Il apparaît donc avec évidence que les élections au Soviet suprême sont les plus populaires et les plus démocratiques qui soient. Elles satisfont à la condition essentielle d'une démocratie authentique, car elles sont l'œuvre du peuple. Il n'est guère d'autre pays au monde où les élections aient un caractère aussi démocratique. Elles ne sont possibles qu'au pays des Soviets qui ignore l'antagonisme des classes sociales et où il n'existe point d'intérêts économiques et politiques opposés. Le pays des Soviets ignore la lutte entre les capitalistes et les ouvriers, entre les paysans et les propriétaires terriens. Les ouvriers, les paysans et les intellectuels y ont des buts et des intérêts communs. Ce qui explique la facilité avec laquelle se forme cette coalition qui, dans les pays capitalistes, n'existe, sous une forme beaucoup plus instable, qu'en temps de guerre.

Aux élections de 1937 au Soviet suprême de l'U.R.S.S., le bloc des communistes et des sans-parti recueillit 98,6 % des voix pour la Chambre du Soviet de l'Union et 97,8 % pour celle du Soviet des nationalités. Ce chiffre n'est pas isolé. Il se retrouve dans d'autres élections. Il fut même dépassé en 1938 lors des élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées. Le maximum fut atteint dans la République de Turkménie où la proportion des votants en faveur du bloc s'éleva à 99,8 %. Le minimum de voix fut enregistré dans la République kirghiz où l'on nota 99,1 % en faveur du bloc. Nulle part, cette proportion ne fut inférieure à 99 %. Cela signifie que le peuple entier vota pour le bloc des communistes et des sans-parti. Seule, une minorité négligeable s'en déclara mécontente.

Si l'on examine la composition du Soviet suprême, on constatera qu'il comprend les meilleurs citoyens de l'U.R.S.S.

Les élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S. qui eurent lieu en 1946 constituèrent une manifestation d'enthousiasme sans précédent de la part du peuple soviétique et donnèrent un résultat remarquable.

Sur le nombre total d'électeurs inscrits, qui s'élevait à 101.717.686, le nombre d'électeurs votants fut de 101.450.936, ce qui représente 99,7 %.

La proportion de voix recueillies par le bloc des communistes et des sans-parti fut de 99,18 % au Soviet de l'Union et de 99,16 % au Soviet des nationalités. Ces chiffres dépassent donc ceux de 1937. Il apparaît donc clairement que le peuple soviétique tout entier, votant pour le bloc des communistes et des sans-parti, approuva unanimement la politique du Parti bolchevik et du gouvernement soviétique dirigé par le chef génial de l'Union Soviétique, le grand Staline. A peine moins d'un pour cent d'électeurs émirent un vote défavorable.

V — LA PRESSE

On voit fréquemment la presse bourgeoise accuser l'Union Soviétique de ne pas être une démocratie, sous prétexte que la liberté de la presse n'y existe point. Les journaux étrangers parlant de la presse soviétique disent qu'elle est « contrôlée par le gouvernement ». Ces journaux essaient de donner à leurs lecteurs l'impression qu'il existerait deux espèces de presse ; une serait contrôlée et donc privée de liberté, et l'autre non contrôlée et, par conséquent, libre.

Dans la première catégorie, les publicistes bourgeois comprennent la presse soviétique. La deuxième comprendrait leurs journaux et eux-mêmes.

L'inconsistance d'une pareille opinion est évidente.

Le monde contemporain ne saurait concevoir une presse qui ne serait contrôlée par personne. Les temps où un éditeur isolé écrivait, publiait, éditait et répandait lui-même sa feuille, en cumulant dans sa personne toutes les fonctions de la profession journalistique, ces temps idylliques sont révolus à jamais. Il n'en reste que la légende. Dans le monde capitaliste, un journal est une entreprise capitaliste comportant une stricte division du travail et poursuivant des buts rigoureusement déterminés, dont le premier, le plus sacré pour un éditeur, est le bénéfice.

Les éditeurs capitalistes contrôlent leurs entreprises comme Ford contrôle ses innombrables usines. Se trouverait-il un économiste qui essaierait de démontrer l'existence de deux catégories d'entreprises dont l'une serait contrôlée et l'autre échapperait à tout contrôle ? Peut-on s'imaginer une grande usine dont les ouvriers ne seraient contrôlés par personne et travailleraient à leur guise comme des artisans isolés ?

La division de la presse en contrôlée et non-contrôlée est absurde. Dans la société contemporaine, qu'elle soit bourgeoise ou socialiste, tout journal est soumis à un contrôle. Tous les journaux du monde sont contrôlés, et la seule question qui se pose est de savoir qui les contrôle.

Dans les pays capitalistes, la presse est contrôlée par le grand capital. Dans le pays soviétique, le seul patron de la presse est le peuple soviétique. Les éditeurs capitalistes sont contrôlés à leur tour par la classe dont ils relèvent, à savoir les banques, les firmes industrielles, dispensatrices de la publicité, et les trusts. Les éditeurs des journaux soviétiques sont contrôlés par les organisations soviétiques telles que le Parti communiste, le gouvernement soviétique, les syndicats et les associations coopératives, scientifiques et sociales.

Dans la presse capitaliste, un journaliste est au service de son entreprise ; il sert les intérêts de celle-ci et contribue à l'accroissement des profits de l'entreprise. Dans la presse soviétique un journaliste est au service du peuple et des intérêts de celui-ci. A qui encore pourrait-il servir dans un pays où il n'existe point d'entrepreneurs privés avec leurs intérêts de classe particuliers ?

Lorsque, dans un pays capitaliste, une divergence de vues surgit entre un journaliste et son éditeur, le premier, à moins d'entrer en conflit avec son patron, n'aura qu'à imposer silence à ses sentiments. Dans les cas fort rares où il choisirait la résistance, toute la force serait du côté de l'éditeur. Ni les services rendus dans le passé, ni le talent du journaliste, ni les interventions en sa faveur ne prévaudront contre son patron. Il sera jeté impitoyablement à la rue. C'est alors qu'il aura la liberté entière de mourir de faim. Un tel conflit serait inconcevable dans la vie d'un honnête journaliste soviétique. Il est au service

du peuple soviétique. Les intérêts des travailleurs de la presse coïncident entièrement avec les intérêts du peuple.

La presse capitaliste est sujette au même degré que toute autre entreprise industrielle aux lois du capitalisme. Personne n'ignore que la presse en Angleterre ou aux Etats-Unis constitue une importante entreprise privée et que les journaux forment des trusts tout comme le pétrole, le charbon et les métaux. Hearst contrôle plusieurs dizaines de journaux aux Etats-Unis dont le tirage atteint des millions d'exemplaires. Il est grotesque d'entendre un salarié de Hearst ou de Mac Cormack crier : « — Je suis un journaliste libre ! » Il est grotesque de le voir donner des leçons à nous, journalistes soviétiques, qui servons le peuple et rien que le peuple.

Les journalistes et les écrivains bourgeois ont raconté eux-mêmes au monde ce qu'est la liberté de la presse dans les pays capitalistes. Upton Sinclair n'est pas un communiste. Mais son livre *le Tampon d'airain* est une démonstration courageuse et implacable de la servilité de la presse bourgeoise. En Angleterre, parut récemment un livre d'un célèbre journaliste bourgeois, Sidney Mosley, intitulé : « *la Vérité sur le journalisme*. Il avait travaillé dans les journaux de Northcliff et de Beaverbrook. Connaissant tous les secrets des mœurs journalistiques, il déclare qu'il ne devint libre et indépendant que lorsque ses économies lui permirent d'abandonner son métier de publiciste, pour devenir un artisan ; ainsi affranchi de la puissance d'un patron déterminé, il a enfin le « libre choix » de s'offrir au détail.

Il apparaît du récit de Mosley que les mensonges, la déformation des faits, le silence délibéré sur les événements importants constituent une pratique habituelle de la presse bourgeoise, et il conclut en affirmant que cette presse corrompt au même degré les travailleurs de la presse et le public.

Le célèbre journaliste américain George Seldes, dans son livre *Liberté de la presse*, montre clairement qu'on ne saurait parler de l'indépendance des journaux qui sont contrôlés par les éditeurs capitalistes. Il cite les paroles de John Swinton, rédacteur en chef du *New-York Tribune*, qui, en parlant à la réunion des membres de l'Association de la presse new-yorkaise, déclara :

En Amérique, il n'y a pas de presse indépendante, sauf peut-être quelques journaux de province. Vous le savez aussi bien que moi.

Personne de nous n'a le droit d'exprimer honnêtement son opinion. Vous savez d'avance que si vous exprimez franchement votre opinion votre article ne sera pas publié.

Je reçois 150 dollars par semaine pour que je m'abstienne d'exprimer mon opinion dans les colonnes de mon journal. Vous avez un salaire à peu près identique. Si je m'étais permis d'exprimer franchement mon opinion, je perdrais mon travail dans les vingt-quatre heures.

Tout récemment, un membre de la Chambre des représentants des Etats-Unis, le démocrate Patterson (de l'Etat de Californie) déclara dans une réunion publique :

L'association nationale d'industrie et d'autres groupes influents contrôlent 80 % de la radiodiffusion et 85 % de la presse du pays.

Voilà ce que c'est, la presse libre et non contrôlée !

Cette presse, qui dépend étroitement des trusts capitalistes, a la prétention d'être une puissance indépendante. Elle se permet de parler au nom du peuple, avec lequel elle n'a, à proprement parler, rien de commun. Elle exige qu'on lui reconnaisse on se sait quels droits, alors que ce sont ses patrons qui ont tous les droits sur elle.

Elle demande à être respectée, alors qu'elle est méprisée par ses propres lecteurs.

La deuxième guerre mondiale et les élections législatives d'après-guerre démontrèrent d'une manière éclatante que l'immense majorité de la presse bourgeoise n'exprime pas les opinions ni l'état d'esprit du peuple, qu'elle est hostile à ce dernier et que, loin de le servir, elle est opposée aux intérêts du peuple.

La majorité des journaux américains à grand tirage menait aux élections présidentielles une violente campagne contre Roosevelt.

Si chaque abonné, chaque lecteur des journaux de Hearst, de Mac-Cormick et d'autres rois de la presse avait voté pour les candidats de ces journaux, Roosevelt n'eût recueilli qu'une petite minorité de voix. Cependant c'est Roosevelt qui fut élu en dépit de la presse capitaliste, et il apparaît ainsi que le peuple

américain accorde ses suffrages à ceux que son journal vilipende. Tel est le fait indéniable, et aucun journal capitaliste qui proclame hautement la liberté de la presse n'a le courage de tirer de ce fait la seule conclusion qui s'impose, à savoir que le peuple américain ne considère pas la presse bourgeoise comme une expression de son opinion.

Le même phénomène se produisit lors des dernières élections au Parlement britannique. Si les grands journaux britanniques exprimaient la pensée du peuple, s'ils étaient écoutés par lui, les candidats de la classe ouvrière auraient subi une défaite écrasante et les Partis conservateur et libéral, qui possèdent la quasi-totalité des grands journaux, auraient obtenu la majorité des mandats. Non seulement, ces journaux avec leurs informations tapageuses ne donnaient pas l'idée exacte de ce qui se passait en Angleterre, mais ils déformaient la réalité. Il en était ainsi bien avant les élections et pendant que celles-ci se déroulèrent. C'est ce qui rendit si déconcertants et si inattendus les résultats des élections. Les conservateurs étaient soutenus par les grands journaux, mais le peuple était contre les conservateurs. Peut-on fournir un exemple plus éclatant du désaccord qui existe entre le peuple et la presse des pays capitalistes ? Et peut-on qualifier de démocratie un pays où la presse est au service d'une petite minorité du peuple et non de sa majorité ?

Heureusement pour l'humanité les peuples du monde capitaliste n'ont que peu d'égards pour la presse de leur pays. Maintenant que la victoire est acquise, même les journaux de Hearst se réclament de cette victoire. Que faisaient cependant ces journaux et leurs semblables pendant la guerre ? Ils essayaient de faire douter de la victoire et semaient la discorde entre les Alliés. Ils répandaient les bruits les plus mensongers sur l'Armée rouge et calomniaient les peuples de l'U.R.S.S., de Yougoslavie et de Pologne... Ils continuent à agir de même maintenant. Mais à l'heure actuelle, les conséquences de cette agitation antisoviétique ne sont plus aussi redoutables qu'elles le furent pendant les hostilités.

Il y a, certes, dans les pays capitalistes des journalistes qui auraient à cœur de servir le peuple et de dire la vérité et rien que la vérité. Ils savent mieux que quiconque à quoi s'en tenir sur la prétendue « liberté de la presse » dans les pays capitalistes. Ce ne sont ni eux ni le peuple qui tiennent les journaux, mais ceux qui possèdent les imprimeries et qui dirigent les fabriques de papier, les capitaux, les moyens de diffusion et les banques. Les journalistes au service de cette presse savent bien qu'en plus du tirage à plusieurs millions d'exemplaires c'est la publicité, devenue une branche importante du commerce, qui est une des sources des énormes profits des magnats de la presse. Ce n'est pas la vérité qui est le but des journaux anglo-américains, mais la réclame commerciale. Ils se soucient peu des intérêts des travailleurs, de leurs sentiments politiques et de leurs besoins économiques. Ce n'est donc pas le peuple qui détient les journaux dans les pays capitalistes. Les éléments démocratiques de ces pays ne possèdent presque pas de liberté d'expression par la presse, cette liberté étant l'apanage du capital. La liberté de la presse dans sa conception bourgeoise est donc en fait la négation de la liberté du peuple.

S'étant approprié la liberté de la presse, les capitalistes cherchèrent à créer une espèce de journalistes nécessaires pour cette dernière. Prenons l'exemple de M. White. Son voyage en Union Soviétique avait pour but non pas de renseigner de bonne foi le peuple américain sur la vie du peuple soviétique, mais de rendre vraisemblables ses mensonges antisoviétiques. Il fit publier un livre qui est un ramassis de viles calomnies. Quel en fut le résultat ? On eut tôt fait de découvrir que l'on était en présence d'un menteur éhonté et d'un espion. Son livre fit sensation. Il rapporta beaucoup d'argent à son auteur. Mais celui-ci gagna aussi la réputation d'un menteur, d'un homme vénal et d'un filou qui se voit interdire la société des honnêtes gens.

Le cas de White n'est pas isolé. Les White sont même fort nombreux. Leur prose écrite parfois d'une plume alerte se vend bien et a du succès. Ils sont cyniques et respirent le sans-gêne. Mais qui, à l'heure actuelle, prendrait au sérieux les airs de vertu qu'ils se donnent ? Qui croirait leurs discours sur la liberté de la presse ? A qui inspireraient-ils confiance ? Lorsque les individus de l'acabit de White exigent la liberté d'information internationale, ils ne provoquent que le sourire. Les espions pourraient exiger avec autant de raison la liberté de l'espionnage international et les spécialistes de l'effraction de coffres-forts la liberté du cambriolage.

Seule, peut être considérée comme libre la presse qui sert la majorité du peuple, et non pas celle qui est au service d'une petite minorité disposant des moyens d'acheter des journalistes.

Au pays soviétique, toute la presse sert au peuple et rien qu'au peuple. La presse soviétique ne veut pas et ne peut pas militer contre le peuple. Ses intérêts ne peuvent pas être opposés à ceux du peuple. C'est le peuple qui possède les imprimeries, les fabriques de papier et les moyens de diffusion. C'est du sein du peuple que sont sortis tous les travailleurs de la presse. Ce ne sont pas des mercenaires accomplissant une besogne imposée. Ils remplissent une mission sacrée en servant le peuple. Ils écrivent librement, et leurs désirs sont dictés par les aspirations du peuple.

Toute l'expérience d'avant-guerre, des années d'hostilités et la vie d'après-guerre illustrent l'union de la presse soviétique et de son peuple.

Lors des élections au Soviet suprême de l'U.R.S.S., aux Soviets suprêmes des diverses Républiques, aux Soviets régionaux, municipaux et ruraux de 1937, 1938 et 1939, ainsi que lors des élections de 1946, la presse soutenait unanimement les candidats du bloc des communistes et des sans-parti. Ces candidats recueillirent la presque totalité des voix. La presse et le peuple furent unis, et le peuple eut confiance en sa presse. Il savait que la presse ne le trompait pas. Quel fut le résultat des élections ? Les élus du peuple soviétique se montrèrent dignes de la confiance mise en eux. Le gouvernement soviétique conduisit le peuple dans le bon chemin. Les dirigeants du parti de Lénine et de Staline procurèrent au peuple une victoire historique. Ce résultat ne saurait être contesté. Les faits parlent par eux-mêmes. La presse soviétique reflète l'opinion du peuple en temps de paix. Elle exprima aussi les véritables sentiments et les aspirations du peuple en temps de guerre.

La presse joua un rôle de premier plan dans la victoire sur les envahisseurs germano-fascistes. Elle travailla pour la victoire et rien que pour la victoire. A aucun moment, elle ne se laissa aller au doute ou au désespoir. Elle ne connut pas dans ses rangs de complices secrets du fascisme. Les journalistes soviétiques démasquèrent sans pitié les collaborateurs de la presse capitaliste qui, par goût de lucre ou par sottise, avaient mis leur plume à la disposition de l'ennemi. En même temps, la presse soviétique développait dans le peuple les sentiments d'amitié pour les nations américaine et britannique et pour toutes les autres nations qui luttaient contre l'Allemagne hitlérienne. L'anglophobie et l'américanophobie sont des sentiments honteux qui sont aussi étrangers à la presse soviétique que toute autre manifestation de la haine raciale et nationale.

Il est exact que les journaux soviétiques, de même que les journalistes soviétiques, sont soumis à un contrôle. Ils sont contrôlés par le gouvernement soviétique, par le Parti bolchevik, par les syndicats professionnels et par d'autres organisations sociales. Ce contrôle a pour but de veiller à ce que les journaux servent les intérêts du peuple, qu'ils ne traitent que les sujets ayant une portée sociale et qu'ils n'écrivent que la vérité.

Lorsque les ennemis de la presse soviétique clament que c'est une presse contrôlée, que cette presse n'est pas libre, leurs critiques ne sont exactes que sur un point : il est vrai qu'il n'y a point dans l'Union Soviétique de liberté pour la presse capitaliste, pour cette presse mensongère qui n'existe que dans l'intérêt de quelques petits groupes anti-populaires, pour une presse contrôlée par les capitalistes, les bourgeois et les trusts. Une telle presse ne saurait paraître en Union Soviétique.

La guerre patriotique imposée au peuple soviétique a montré que la presse avait le souci de la vérité, qu'elle vivait, luttait et travaillait en unisson avec le peuple. Qui pourrait nier l'étroite solidarité de tous les citoyens soviétiques pendant la guerre ? Qui niera que toute la nation soviétique se rangea tout entière derrière le grand Staline et le gouvernement qu'il présidait ? Quel autre gouvernement eût été à même de coordonner les efforts d'un immense Etat multinational ? Ce fut un bienfait pour le pays soviétique et pour toute l'humanité progressive que, dans les années d'une guerre sans merci, où toutes les démocraties étaient menacées de mort, le contrôle des forces armées du peuple soviétique ait été exercé par le gouvernement soviétique et le Parti bolchevik.

La presse soviétique est fière de se trouver sous un contrôle aussi éclairé.

Ceux qui nient la liberté de la presse en Union Soviétique sous prétexte que celle-ci ne connaît pas de presse capitaliste, ignorent — ou feignent d'ignorer — l'histoire de la presse dans l'ancienne Russie et au pays des Soviets. La presse soviétique est le résultat d'une évolution historique ; il n'est pas inutile, pour apprécier la situation actuelle, d'examiner les conditions dans lesquelles elle naquit et progressa.

Le premier journal bolchevik à grand tirage, *la Pravda*, fut fondé en 1912 sous le régime tsariste. C'était une petite feuille comportant quatre pages de demi-format. Le journal ne possédait pas d'imprimerie. Il était confectionné par les bolcheviks dans l'illégalité. Organisé par Staline, il était dirigé par Lénine qui se trouvait à l'étranger. Molotov fut l'un de ses premiers secrétaires.

Parmi les grands journaux russes de l'époque, la *Pravda* fut comme un petit canot au milieu de grands navires. Mais la parole de la *Pravda* avait une force immense, justement parce qu'elle était la voix de la vérité (*Pravda* signifie en russe : vérité). Le gouvernement du tsar dirigea ses foudres contre le courageux petit journal. Mais ni la prison ni les déportations ne purent venir à bout des bolcheviks. Le gouvernement essaya alors d'étouffer le journal en le privant de ressources. Il en confisquait chaque numéro et le frappait de lourdes amendes. Aucune entreprise capitaliste n'eût pu résister et survivre. Mais la *Pravda* tenait bon parce qu'elle était soutenue par les ouvriers. Ils prélevaient quelques kopeks sur leurs salaires de famine et, grâce à leur dévouement, la *Pravda* put triompher de tous les efforts de la police tsariste de réduire les bolchéviks au silence.

La liberté de la presse n'existait pas alors en Russie, ce qui n'empêchait pas qu'il y eut des grands journaux à tendance libérale, tirant à plusieurs milliers d'exemplaires et ayant des colonnes entières d'annonces. Le peuple russe ne jouissait pas de la liberté de la presse, seuls, la possédaient les capitalistes russes. Les éditeurs comme Sytine à Moscou ou Souvorine à Saint-Pétersbourg gagnaient des millions et payaient des honoraires élevés à leurs collaborateurs. Ces journaux n'inspiraient aucune crainte au gouvernement tsariste alors que celui-ci avait une peur terrible de la *Pravda*. Les journaux bourgeois prenaient-ils la défense de la presse ouvrière et lui reconnaissaient-ils le droit à la vie qu'ils proclamaient en faveur de la presse capitaliste ?

Ils n'en faisaient rien et regardaient sans mot dire le gouvernement du tsar s'acharner contre le petit journal ouvrier dont les gênait la parole courageuse. Lorsqu'éclata la première guerre mondiale, le gouvernement tsariste en profita pour interdire définitivement la *Pravda*. Les ouvriers n'avaient plus de journal. Ils n'oublièrent cependant pas leur *Pravda*. On appelait même alors les bolchéviks les « pravdistes ».

L'avènement, en février 1917, de la révolution aux tendances bourgeoises et démocratiques amena la proclamation de la liberté complète de la presse. Ce fut la liberté bourgeoise de la presse. Tous les journaux eurent la liberté de s'exprimer à leur guise. Les ouvriers firent reparaître la *Pravda*. La liberté bourgeoise de la presse apparut aussitôt sous son jour véritable. Les éditeurs capitalistes possédaient de grandes imprimeries, à l'outillage perfectionné, des fabriques de papier et tout l'appareil de diffusion, et les journaux bourgeois continuaient à paraître par millions d'exemplaires sur des feuilles de grand format. Tandis que le journal de la classe ouvrière n'avait pas « l'imprimerie, manquait de papier et ne possédait pas d'agence de distribution. La désorganisation économique ne permettait pas de réunir dans un bref délai des moyens matériels nécessaires à la publication d'un nouvel organe important. La *Pravda* dut se contenter de paraître sur quatre pages de petit format à tirage limité, sans pouvoir espérer que les grands et puissants journaux la fissent bénéficier de leurs moyens matériels. Malgré ses ressources limitées, la *Pravda* s'assura rapidement un très large auditoire. Elle eut des millions de lecteurs dont elle conquit l'estime et l'affection. Lénine et Staline y écrivaient, et chaque ligne du petit journal respirait la vérité. Dès la révolution de Février, elle eût pu prétendre à la plus grande imprimerie du pays, à la plus importante fabrique de papier, aux locaux les plus vastes. Elle ne disposait cependant que d'un petit local, n'avait pas d'imprimerie digne d'elle, et ses réserves de papier étaient limitées. Telle était la conception bourgeoise de la liberté complète de la presse. Mais il n'en fut ainsi que dans les premiers mois de la révolution de Février 1917, lorsque le pouvoir était entre les mains de Kérénski et de ses amis.

La franche et véridique parole du petit journal bolchevik avait plus d'effet et touchait plus directement les lecteurs que le chœur des grands journaux bourgeois. Au début, ceux-ci traitèrent la *Pravda* avec condescendance, pensant qu'une petite feuille à tirage limité était sans danger pour les Léviathans de la presse bourgeoise avec leur armée de journalistes, leurs correspondants particuliers et leur riche information. Il apparut cependant que le petit canot bolchevik réussissait mieux que les *dreadnoughts* capitalistes avec leurs pavillons bigarrés. Les lecteurs s'arrachaient la *Pravda*, la lisaient d'un bout à l'autre, lui faisaient confiance et la suivaient. Vainement, les grands journaux, usant du mensonge et de

la calomnie essayèrent-ils de crier plus fort que la *Pravda*. Rien n'y fit. Les plus pathétiques pamphlets, les plus éminents publicistes bourgeois ne purent prévaloir contre les simples paroles de Lénine et de Staline.

Il apparut bientôt qu'une flagrante contradiction existait entre la liberté de la presse et l'utilisation réelle de cette liberté. Derrière la *Pravda* et les bolcheviks était rangée l'écrasante majorité de la classe ouvrière et des millions de paysans et de soldats. La presse bolchevik ne pouvait cependant paraître qu'avec un tirage limité et en petit format. Il devint évident que la liberté de la presse ne profitait point au peuple. Cependant que la bourgeoisie, qui ne constituait qu'une faible minorité, conservait entre les mains un puissant moyen d'action sur les masses. On comprit qu'une pareille liberté de presse équivalait à la liberté de la presse bourgeoise.

Les événements de 1917 firent apparaître la supériorité de la parole communiste sur la phraséologie bourgeoise. La bourgeoisie commença à trouver insupportable la liberté de parole. Elle haïssait et craignait la *Pravda* plus encore que le gouvernement tsariste. Elle se sentait impuissante dans un combat franc et loyal contre la pensée communiste. Elle ne trouva rien de mieux que de fouler aux pieds, en juillet 1917, la liberté de parole. Des officiers contre-révolutionnaires firent irruption dans l'imprimerie où était tirée la *Pravda*, brisèrent les rotatives, déchirèrent les bobines de papier, tuèrent un ouvrier et dispersèrent les collaborateurs de la *Pravda* dont quelques-uns furent arrêtés. Le gouvernement libéral se mit à déverser contre les bolcheviks des flots de calomnies et les dirigeants du Parti, pour garantir leur existence, furent réduits à l'action clandestine.

Mais, en dépit de toutes les persécutions, la parole communiste continuait à retentir, et les grands journaux bourgeois tirant à des millions d'exemplaires étaient impuissants contre l'influence croissante des bolcheviks ; le peuple, avide de vérité, suivait les communistes et méprisait les mensonges de la bourgeoisie. Il lisait les journaux de celle-ci, mais n'y croyait pas. Ces journaux ne jugèrent pas nécessaire de prendre la défense de la *Pravda*, d'invoquer à son profit le grand principe de la liberté de parole, ils intensifièrent, au contraire, leurs attaques contre les bolcheviks et approuvèrent les mesures illégales du Gouvernement provisoire contre la presse ouvrière. L'immense tirage des journaux bourgeois leur faisait perdre le sens des réalités. Ils se croyaient forts parce qu'ils avaient beaucoup de lecteurs et de gros bénéfices. La vérité était toute différente : l'influence de la presse bourgeoise ne faisait que diminuer, tandis que la force de la classe ouvrière augmentait sans cesse.

La Grande Révolution d'Octobre montra clairement que la possession d'une presse mensongère et vivant sans contact avec le peuple ne saurait procurer une force réelle à la classe disposant d'une telle presse. Un journal n'est fort qu'autant qu'il sert le peuple et lui dit la vérité.

Arrivés au pouvoir, les bolcheviks rétablirent la vraie liberté de la presse. Un décret du gouvernement soviétique, pris en conformité avec son programme général, déclara propriété du peuple toutes les imprimeries et toutes les fabriques de papier. La *Pravda* fut à même de paraître suivant les désirs du peuple. C'est le journal le plus populaire qui eut le plus gros tirage. Mais les journaux bourgeois ne furent pas interdits. Ils continuèrent à paraître. Les éditeurs bourgeois eurent leurs allocations de papier et conservèrent leurs imprimeries. Il n'y eut pas de censure. Le pouvoir soviétique tolérait l'opposition et ne réprimait que les appels non déguisés à la révolte armée. Les classes capitalistes existaient encore et il y avait toujours des partis d'opposition, ce qui rendait nécessaire l'existence des journaux d'opposition. Il en fut ainsi en 1918 et même en 1919. Ces faits ne devraient pas échapper à tous ceux qui contestent le caractère démocratique du pays des Soviets en faisant valoir l'absence de journaux d'opposition et en soulignant le caractère unilatéral de la presse soviétique.

Qu'on se donne la peine de feuilleter les numéros des journaux comme *la Parole*, *le Jour*, *le Messenger russe*, et les journaux menchéviks de 1918 et 1919. (*La Parole*, journal libéral de Saint-Petersbourg dirigé par Milioukov ; *Le Jour*, journal socialiste-révolutionnaire de Saint-Petersbourg ; *Le Messenger russe*, journal libéral de Moscou.) On sera surpris de la tolérance du gouvernement soviétique en présence d'une campagne effrénée dirigée contre lui. C'était la fureur de l'impuissance. Les journaux bourgeois dépérissaient à vue d'œil. La nationalisation de l'industrie lourde leur fit perdre pied. La publicité disparut et, avec elle, disparurent les bénéfices.

Sentant que les jours du capitalisme étaient comptés dans le pays soviétique et se voyant sur le point d'être évincée de la scène historique par la classe ouvrière et paysanne, la bourgeoisie eut recours aux

armes. Les complots et les attentats contre les chefs soviétiques furent suivis par la révolte des généraux contre-révolutionnaires. La bourgeoisie russe, commettant le crime de haute trahison, accepta l'aide de l'intervention étrangère. La Russie se trouva inondée de troupes étrangères. Un grave péril menaça la jeune République soviétique. La guerre civile, de même que, plus tard, la grande guerre patriotique, unit le peuple tout entier. Les journaux bourgeois devinrent des nids de conspirateurs contre-révolutionnaires, des foyers de vile trahison.

Ils ne purent qu'être interdits par le gouvernement soviétique comme les eût interdits, dans des circonstances analogues, tout autre gouvernement de n'importe quel autre pays.

Lorsque la jeune Armée rouge eut battu les ennemis du peuple soviétique et que les gouvernements étrangers eurent rappelé en hâte leurs troupes défaites, il devint évident que l'existence des journaux d'opposition bourgeois perdait sa raison d'être. Les propriétaires terriens et les capitalistes disparurent en Russie en tant que classes historiques.

Les éditeurs, rédacteurs en chef, publicistes et imprimeurs de journaux bourgeois s'enfuirent presque tous à l'étranger et on vit pulluler, dans toutes les capitales de l'Europe, d'innombrables feuilles des contre-révolutionnaires.

Il ne restait plus de place dans le pays soviétique pour la presse d'opposition féodale, car la grosse propriété foncière se trouvait liquidée et ses protagonistes devinrent des émigrés. Il ne pouvait plus y avoir de presse d'opposition capitaliste pour la bonne raison que toutes les formes du capitalisme étaient abolies et ses défenseurs s'étaient expatriés.

Les conditions furent ainsi créées pour que la liberté de la presse devint, enfin, la liberté de la presse des travailleurs.

Cette presse n'avait qu'un seul objectif à défendre ; elle militait pour l'achèvement de l'édification du socialisme et pour la transformation du pays soviétique, né sur les décombres du régime de la grosse propriété foncière et du capitalisme, en un puissant Etat socialiste.

L'histoire des années écoulées et l'expérience de la seconde guerre mondiale nous montrent que la presse soviétique disait la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.

Toujours au service du peuple, elle continue à ne servir que la nation. C'est une presse authentiquement populaire.

Demander le rétablissement dans le pays des Soviets, des journaux de diverses opinions, équivaudrait à demander d'y rétablir le capitalisme. L'existence d'une presse bourgeoise ne saurait trouver de justification, à moins que l'on admette la restauration de la propriété foncière et du capital privé. Une telle hypothèse frise l'absurde. Elle est aussi invraisemblable que serait l'espoir de voir les Etats-Unis, redevenus colonie de la monarchie britannique, rétablir l'esclavage et renoncer à leur rôle de grande puissance industrielle.

Mais cela signifie, nous dira-t-on, que l'on assiste dans le pays soviétique à une uniformité d'opinions et de sentiments sur toutes les questions de la vie et qu'il n'y existe ni divergences de vues ni différences individuelles.

Une telle conclusion serait entièrement erronée. Nous pouvons affirmer sans hésiter que nulle part on n'observe un échange de vues aussi animé et passionné sur toutes les questions de l'actualité politique, économique et culturelle qu'en Union Soviétique. Nulle part on ne voit tant de preuves d'initiative dans tous les domaines. La vie bat son plein dans d'innombrables associations scientifiques. Les problèmes d'art et de littérature sont l'objet de discussions véhémentes. La presse soviétique est seule à consacrer une telle place à l'autocritique qui met à nu tous nos défauts. Mais ces discussions ne visent point les questions fondamentales de notre orientation politique. Sur ces questions, dont les conceptions différentes justifient à l'étranger l'existence des divers partis politiques, la société soviétique est effectivement unanime. Cette uniformité de sentiments est naturelle.

Elle est la conséquence directe de l'absence de classes hostiles et antagonistes et de la communauté d'intérêts des travailleurs.

La presse soviétique reflète fidèlement ce caractère de la société soviétique, caractère inhérent à un Etat d'un type nouveau et qui fait d'elle une presse authentiquement libre.

Nous pouvons demander à juste titre à chaque journaliste étranger : « Exprimes-tu tes propres opinions ou celles de ton éditeur ? » Il apparaîtra souvent que leurs opinions sont opposées et que l'éditeur capitaliste contrôle les opinions et les sentiments du journaliste à son service.

Une pareille question ne saurait être posée à un journaliste soviétique. Celui-ci exprime toujours ses opinions qui sont les opinions du peuple soviétique. Un publiciste soviétique est, certes, sujet à l'erreur comme peut se tromper un technicien dans une usine soviétique, ou un fonctionnaire. Mais c'est le peuple qui contrôle les travailleurs du pays soviétique au même titre qu'un capitaliste anglais ou américain contrôle ses ouvriers.

Nous voyons ainsi que la division de la presse en presse contrôlée et presse non contrôlée est dépourvue de sens. A côté d'une presse capitaliste contrôlée par les grandes entreprises, existe la presse soviétique contrôlée par le peuple. Mais nous croyons que la presse soviétique a infiniment plus de droits de se prétendre libre que la presse capitaliste.

VI — L'IGNORANCE A LA REMORQUE DE LA CALOMNIE

Nous venons de faire la démonstration de l'inconsistance de certaines accusations qu'on élève couramment contre la démocratie soviétique. Nous ne nous posons pas pour tâche de répondre à toutes les accusations. Une telle tâche serait irréalisable, car les calomniateurs ont plus d'une corde à leur arc. Il est impossible de venir à bout de toutes les calomnies. Et puis, faut-il vraiment se donner cette peine ? Une fois démasqué, un calomniateur n'est-il pas mis hors d'état de nuire ?

L'importance croissante du rôle joué par l'Union Soviétique dans les affaires internationales a pour effet de tarir les sources du mensonge antisoviétique. La vie du peuple soviétique n'est plus inconnue au monde extérieur. En comparant la calomnie antisoviétique des temps écoulés avec celle qu'on propage à l'heure actuelle on constate un certain « progrès ».

Ainsi, l'on affirmait autrefois que dans le pays des Soviets il n'y avait pas de famille, qu'il y régnait une sorte de polyandrie et que plusieurs familles y dormaient sous une même couverture large de cent mètres. A l'heure actuelle, personne ne s'aviserait de propager des mensonges aussi grossiers et stupides. On sait maintenant que la famille est plus solide chez les Soviets que dans n'importe quel autre pays et que la morale soviétique réprovoque la licence.

On affirmait aussi autrefois que dans le pays soviétique les cultes étaient interdits, que les prêtres étaient emprisonnés et les églises fermées. Peu s'aviseraient de répandre aujourd'hui d'aussi basses et stupides calomnies. Personne n'ignore, en effet, que l'exercice de la religion est entièrement libre, que les églises de toutes les confessions sont ouvertes au culte et que l'Etat soviétique ne s'immisce pas dans les questions de foi.

Les calomniateurs antisoviétiques soutenaient autrefois que les intellectuels étaient relégués au second plan dans l'Union Soviétique et que les sciences et la technique y étaient à un niveau tellement bas que tout progrès industriel y était impossible sans l'aide de l'étranger.

Personne ne mentirait plus aujourd'hui d'une manière aussi grossière et aussi stupide. On connaît aujourd'hui la valeur des intellectuels soviétiques ; on sait que la technique du pays ne le cède en rien à aucune autre, qu'elle est souvent supérieure à celle des pays étrangers et que le nombre des universités, des instituts scientifiques et des écoles dépasse celui de tout autre pays.

Rien n'était plus calomnié que l'agriculture soviétique. On inventait toutes sortes de fables, on affirmait que les kolkhoz constituaient un retour au servage, que les paysans y mouraient de faim et refusaient de travailler et que le rendement de la terre y était inférieur à celui de l'économie privée. Peu de gens s'aviseraient à l'heure actuelle de répandre de tels racontars. Le monde entier peut se persuader que les kolkhoz sont sortis victorieux de l'épreuve de la guerre, qu'ils se sont eux-mêmes nourris et qu'ils ont nourri l'armée et le pays tout entier. C'eût été impossible sous un régime agricole basé sur le servage et même sous un régime de propriété individuelle. Dans les régions occupées, les Allemands

employaient la force pour chasser les paysans des kolkhoz. Nombreux furent les paysans qui tombèrent en défendant les kolkhoz.

Tout le monde sait qu'il n'existe pas de chômage en Union Soviétique.

On sait aussi que le pays soviétique pratique une économie planifiée et que tous les pays capitalistes essaient d'imiter, dans une mesure plus ou moins grande, l'Union Soviétique en introduisant chez eux des plans « quinquennaux » ou « décennaux ». Mais ces plans y sont irréalisables, car les entreprises industrielles et autres appartiennent à des capitalistes qui résistent au contrôle et à la planification de leurs établissements. L'alternative apparaît clairement : ou bien on pratique le socialisme avec planification, ou bien l'on est en présence de l'anarchie du capitalisme. La calomnie antisoviétique n'y peut rien.

Un trait remarquable de la démocratie soviétique est l'amitié des peuples qui composent l'Union Soviétique. Aucun autre pays ne connaît pareille amitié. C'est elle qui constitue la force de l'Etat soviétique. Cette amitié repose, comme sur une base de granit, sur l'égalité des peuples, sur la reconnaissance à chacun d'eux du droit à l'existence autonome, sur la condamnation absolue de toute discrimination nationale ou raciale. Le peuple soviétique ignore l'antisémitisme et le mépris des Blancs à l'égard des peuples de couleur.

La calomnie antisoviétique a fait faillite dans ce domaine aussi. Vainement essaya-t-elle de séparer le peuple soviétique des autres nations et de dresser entre eux toutes sortes de cordons et de barrières. La deuxième guerre mondiale rapprocha les peuples épris de liberté et ce rapprochement devient de plus en plus étroit. A présent que le monde entier voit se réunir plusieurs congrès internationaux de syndicats professionnels, l'arme empoisonnée de la calomnie antisoviétique perd sa virulence. Tous connaissent le rôle joué à ces réunions par les syndicats professionnels soviétiques. Les calomniateurs antisoviétiques de la Fédération américaine du travail, si serviles à l'égard des capitalistes seront impuissants à empêcher le rapprochement des travailleurs soviétiques et américains. Lorsqu'on commence à connaître la vérité sur le pays soviétique, la calomnie devient inopérante.

Les calomniateurs antisoviétiques ne ménageaient pas leurs efforts pour dénigrer la jeunesse soviétique. Que de mensonges furent débités par les personnages peu ragoûtants de l'entreprise journalistique de Hearst ! Mais les contacts personnels qui s'établirent à la dernière conférence de la jeunesse à Londres eurent rapidement raison de ces calomnies. Les jeunes gens soviétiques y gagnèrent des sympathies unanimes.

La vérité connue, la calomnie devient impuissante.

Les calomniateurs antisoviétiques répandaient d'inqualifiables mensonges sur la femme soviétique. Ils contestaient ses hautes qualités de mère et de travailleuse. Mais le monde entier sait actuellement que l'Union Soviétique est le seul pays où la prostitution, engendrée dans la société capitaliste par la misère et le chômage, n'existe plus. Le monde entier connaît les soins, l'aide et l'affection dont est entourée l'enfance en Union Soviétique. Les calomniateurs antisoviétiques sont impuissants à empêcher les contacts et le rapprochement résultant des congrès féminins internationaux, où des liens d'amitié se nouent entre les femmes soviétiques et les femmes des autres pays. Lorsque la vérité est connue, la calomnie devient impuissante.

La défaite militaire et politique du fascisme sonna le glas de l'armée internationale des calomniateurs antisoviétiques. Les calomniateurs germano-fascistes, qui furent leur avant-garde, sont battus et écrasés. Goebbels et sa bande ont pendant longtemps donné le ton à toute la musique antisoviétique. C'est Berlin qui composait les ragots les plus infimes contre l'Union Soviétique, que les pires réactionnaires de Londres et les bandits de plume de New-York — de l'espèce de Hearst — s'empressaient de colporter.

La deuxième guerre mondiale et la victoire des puissances démocratiques sur les fascistes ont fait perdre aux calomniateurs antisoviétiques plusieurs de leurs positions fortifiées. Mais à mesure que leur déconvenue grandit, leur résistance se renforce. Il va de soi qu'ils ne déposeront jamais les armes de bon gré. Les malfaiteurs n'avouent pas leurs forfaits et les calomniateurs ne renoncent pas à leurs médisances. On n'a jamais entendu un journaliste bourgeois, prophétisant la défaite totale de l'Union Soviétique, avouer *coram populo* : « Oui, j'étais sot et ignare. »

Voyez, par exemple, le célèbre commentateur militaire des journaux américains, M. Baldwin. Durant toute la guerre, il se trompait inmanquablement dans tous ses pronostics, dans toutes ses appréciations. Ne comprenant rien, ne sachant rien, il était aussi scandaleusement ignorant que fantastiquement présomptueux. Dans l'antiquité, un tel prophète eût été chassé du temple sous les huées du peuple et tourné en dérision. Mais notre « prophète », dont toutes les prévisions furent démenties par les événements, continue imperturbablement à dispenser, comme pendant la guerre, son enseignement et à répandre autour de lui l'atmosphère délétère des calomnies antisoviétiques.

Une position perdue, les calomniateurs effectuent un repli sur une ligne suivante. On ne peut toutefois que se réjouir en voyant que leur tâche devient de plus en plus difficile. La vérité sur l'Union Soviétique détruit les blockhaus et les nids de mensonges antisoviétiques. Nous assistons actuellement aux tentatives de mettre en circulation de nouvelles formes de calomnies.

Autrefois, les ennemis du peuple soviétique répandaient des fables sur la misère générale dans laquelle se débattait le pays. Maintenant, un certain Paul Winterton qui fut le correspondant des journaux britanniques à Moscou accuse l'Union Soviétique d'avoir des hommes riches. Ce Winterton a découvert des inégalités économiques dans le pays soviétique. Quels sont donc ces richards ? Il paraît que ce sont les ballerines et certains poètes. Ils auraient une nourriture abondante, une domestique, une automobile et une maison de campagne. Par contre, dit Winterton, les portiers gagnent à peine assez pour joindre les deux bouts. Dans ces conditions, conclut Winterton, le pays soviétique ne peut pas être considéré comme une démocratie au vrai sens du mot.

On peut se demander si c'est là une plaisanterie stupide ou de l'ignorance grotesque ? Comment peut-on discuter sérieusement de telles accusations ?

Nous disons qu'il n'y a dans le pays soviétique ni propriétaires fonciers, ni valets agricoles, ni capitalistes, ni ouvriers exploités. Or, Winterton, après avoir séjourné à Moscou, y a découvert une classe des portiers et celle des ballerines. Les portiers arrivent tant bien que mal à joindre les deux bouts, mais ils ne meurent pas de faim. Quant aux ballerines, elles vivent comme les Anglais d'aisance moyenne. Nous voyons le comble du luxe au pays soviétique : bonne nourriture, auto et maison de campagne. Les millionnaires anglo-américains doivent être ébahis en apprenant la vie fastueuse des « richards » soviétiques.

Il y a certes en Union Soviétique des ballerines et des poètes qui mangent bien et des portiers qui mangent moins bien. Mais nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que Winterton ne vit point de poètes faisant le métier de portiers pour ne pas mourir de faim. Il ne put y rencontrer des ballerines à la recherche d'un emploi de domestique, de femme de chambre ou de cuisinière pour joindre les deux bouts.

Le système socialiste en vigueur dans l'Union Soviétique ne connaît pas le nivellement bourgeois : en vertu de l'idée socialiste, chaque travailleur est rémunéré d'après la fonction qu'il remplit. L'Union Soviétique connaît des ouvriers stakhanovistes qui gagnent plus que les ballerines. Le socialisme ne signifie aucunement une égalité économique générale qui ferait disparaître toute différenciation entre le travail qualifié et le non qualifié. Le socialisme rend impossible l'exploitation d'un être humain par un autre. Il transfère au peuple la propriété des moyens de production. Cela ne fait toutefois pas disparaître toute propriété privée. Bien au contraire, par l'effet du socialisme deviennent possesseurs de propriété ceux qui n'en avaient aucune sous le régime capitaliste.

Tout citoyen soviétique connaît ces vérités premières.

Le pays soviétique ignore ces fainéants obtus et bons à rien qui, ayant hérité d'immenses fortunes, possèdent des palais, des villas, des parcs, des yachts et surtout des usines où des dizaines et parfois des centaines de milliers d'ouvriers peinent pour augmenter les richesses de ces frelons.

Nous estimons que les pays qui connaissent le chômage et la prostitution ont moins le droit de se prétendre des démocraties que le pays soviétique où les poètes écrivent des poésies, les ballerines dansent, les portiers ouvrent les portes et où chacun travaille honnêtement pour soi-même et pour son peuple.

Il y a des calomnies plus subtiles. En comparant le niveau d'existence du citoyen moyen d'un pays capitaliste cultivé tel que l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, avec celui d'un citoyen soviétique on constate que le premier niveau est quelque peu supérieur. On dit : « Vous voyez la différence entre le capitalisme et le socialisme ! » Mais abstraction faite du subterfuge d'une telle comparaison qui ne tient compte ni du chômage, ni de la mendicité, ni de la prostitution — tous ces fléaux du régime capitaliste — on « oublie » un petit détail.

La Russie tsariste était le pays le plus pauvre de l'Europe. La misère du paysan russe n'avait d'égale que la pauvreté du paysan roumain. Les salaires des ouvriers russes étaient de beaucoup inférieurs à ceux des ouvriers des autres pays capitalistes. La Russie abondait en va-nu-pieds et vagabonds, personnages décrits par Gorki. Les trois-quarts de la population étaient illettrés. Les paysans souffraient régulièrement tous les ans de la faim et labouraient la terre à l'aide d'outils primitifs. Les villages manquaient de médecin, d'écoles et d'intellectuels.

Cette Russie misérable, obscure et chaotique n'est plus qu'un souvenir historique. Le niveau de vie moyen dans l'Union Soviétique dépasse actuellement celui de certains pays européens et, sans la deuxième guerre mondiale qui retarda la croissance de son économie nationale, le niveau du pays soviétique l'eut placé au premier rang des Etats contemporains.

Le pays soviétique est gouverné et ne peut être gouverné que par le peuple ; ce sont les travailleurs, les ouvriers, les paysans et les intellectuels qui constituent les seules couches sociales du pays et qui y exercent le pouvoir. Le pouvoir central et local est entre les mains des Soviets élus et ces Soviets ne comprennent que des travailleurs. Le peuple est dirigé par le Parti communiste, par les bolcheviks. C'est le parti numériquement le plus puissant au monde. Il compte près de six millions de membres. Il a à ses côtés l'union des Jeunesses communistes, le *Komsomol*, qui groupe huit millions de membres. Les syndicats professionnels comptent 25 millions d'adhérents. Le Parti, les Jeunesses communistes et les syndicats constituent l'école du communisme. Le Parti, le Komsomol et les syndicats enseignent l'art de gouverner l'Etat.

Les Soviets locaux — à commencer par les Soviets régionaux et jusqu'aux Soviets ruraux — comprennent des millions de membres qui sont tous élus. Ils sont tenus de rendre compte de leur activité à la population. Nulle part au monde, dans aucun autre pays, on n'observe une telle participation des masses populaires à l'administration du pays.

L'instruction n'est point au pays soviétique le privilège d'une classe ou d'un groupe. Tout citoyen, jeune homme ou jeune fille, a accès à l'enseignement supérieur et la majorité reçoit l'enseignement secondaire complet. Le régime soviétique ne connaît pas les fonctionnaires inamovibles, il ignore la classe des bureaucrates. Tout représentant de l'autorité, étant sujet à la réélection, peut être relevé de ses fonctions s'il ne donne pas satisfaction au peuple.

Les citoyens soviétiques reçoivent ainsi l'enseignement théorique et pratique de l'art de gouverner l'Etat.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que le premier venu puisse s'asseoir, à sa guise, à la table du magistrat pour rendre la justice ou assumer le pouvoir d'un président du Soviet. Le pouvoir est exercé dans le pays soviétique par un gouvernement élu qui a derrière lui, non pas la majorité du peuple mais le peuple tout entier.

Les calomnieurs antisoviétiques soutiennent que le pouvoir est détenu par les dirigeants du Parti communiste, c'est-à-dire par Staline et son entourage immédiat.

Il est exact que Staline, Molotov, Vorochilov, Kaganovitch et d'autres hommes d'Etat éminents sont à la tête de l'Union Soviétique depuis sa naissance. Ils continuent l'œuvre de Lénine dont ils furent les proches collaborateurs. Dans les vingt-huit ans d'existence du pouvoir soviétique les autres pays ont vu se succéder de nombreux gouvernements ; certains chefs d'Etat et présidents du Conseil qui paraissaient de grands hommes sont aujourd'hui oubliés. En Europe, en Amérique, les Ministères se formaient et tombaient, alors que, solide et inébranlable, le gouvernement soviétique était constamment réélu par le peuple. Le Parti bolchevik assure la direction continue du pays ; ses rangs augmentent, s'étendent et s'enrichissent d'un nombre de plus en plus grand de citoyens cultivés.

Tout cela démontre la solidité et la profondeur de la démocratie soviétique. Quel autre pays offre l'exemple d'une telle fidélité du peuple à l'égard de son gouvernement ?

Lorsque le grand homme d'Etat américain, Franklin Roosevelt, eut posé pour la quatrième fois sa candidature à la présidence son acte souleva une violente opposition. Ses adversaires lui reprochaient de porter atteinte à la démocratie. Mais ce sont justement les adversaires de Roosevelt qui étaient les ennemis jurés de la démocratie. Le peuple américain n'ajouta pas foi à leurs objurgations. La majorité des électeurs confia pour la quatrième fois le pouvoir à Roosevelt et à ses collaborateurs. Qui pourrait nier que l'élection de Roosevelt eut pour la démocratie des conséquences favorables ?

Roosevelt garda le pouvoir pendant plus de douze ans. On peut douter qu'il eût pu le conserver pendant un cinquième terme s'il fût resté vivant.

Le gouvernement de Lénine et Staline est au pouvoir depuis près de trente ans. Le peuple soviétique soutient unanimement son gouvernement. Cela signifie qu'il approuve la politique de son gouvernement et qu'il fait confiance à ce dernier. Pourquoi en serait-il mécontent ? Toute l'histoire du pays soviétique et notamment l'expérience de la dernière guerre montrent que, sous la direction de Staline, l'Etat soviétique s'est transformé en une grande et riche puissance, que le bien-être du peuple s'est accru et que le gouvernement a guidé le pays dans la voie du progrès.

Le monde entier reconnaît le génie de Staline et de ses collaborateurs immédiats. Staline, de son côté, reconnaît les mérites du peuple soviétique tout entier et le rôle joué par les simples citoyens du pays soviétique dans la grande victoire qui assura le salut du pays et sauva la culture mondiale du péril fasciste. L'histoire ne connaît pas une union plus étroite d'un gouvernement avec son peuple. Il s'ensuit que la démocratie soviétique est la plus profonde et la plus étendue du monde. Ce n'est pas seulement le pouvoir de la majorité. C'est le pouvoir du peuple tout entier.